



# VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

22 SEPTEMBRE 1964 - N° 20

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

## MANO EN LA MANO

**S** i on peut être certain que le voyage de De Gaulle en Amérique Latine va être, pendant plus de trois semaines, à la une des journaux, on peut être plus certain encore qu'il ne changera pas la face du monde.

Pourtant, De Gaulle ne voyage ni pour le plaisir, ni pour la gloire. Il part en commis voyageur de l'impérialisme français, mais quels que soient en la matière les talents du personnage, il représente un patron qui n'est pas assez compétitif sur le marché mondial pour pouvoir empiéter profondément sur les chasses gardées de l'impérialisme nord-américain.

Que la bourgeoisie française essaye de s'ouvrir des débouchés en Amérique Latine aux dépens des U.S.A., c'est dans l'ordre des choses impérialiste. Qu'elle n'y puisse parvenir que dans une très faible mesure (dans la mesure exactement ou ceux-ci le lui permettent) c'est la conséquence de la situation politique mondiale telle qu'elle existe depuis 1945.

Car si cette date a marqué le début d'une ère de soulèvements qui a progressivement amené l'immense majorité des pays coloniaux à l'indépendance politique, elle fut aussi celle du triomphe de l'impérialisme américain, qui n'a, depuis, plus de rival à sa taille. Et cet état de fait, la politique « de grandeur » de De Gaulle ne peut — le veut-elle — le remettre en question.

Pour les pays que le général-président va visiter, cela ne peut pas non plus changer grand chose. L'impérialisme français n'est pas plus philanthrope que son homologue américain, et ce ne sont certes pas ses investissements qui pourront leur permettre de se développer économiquement, au sens de cesser d'être des pays sous-développés. Mais, par contre, l'intervention de l'impérialisme français peut permettre aux bourgeoisies nationales de ces pays d'augmenter leurs possibilités de manœuvre vis-à-vis de l'impérialisme américain, c'est-à-dire d'augmenter la part de plus-value qui leur reviendra dans l'exploitation de leurs propres masses populaires.

En France, il ne fait de doute pour personne que De Gaulle soit un réactionnaire. L'anti-gaullisme (en parole seulement) suffit même à résumer la politique des grandes organisations traditionnelles de la classe ouvrière — grâce à quoi elles se sentent d'ailleurs dispensées de mener une politique de classe. Par contre, l'on sait déjà que dans la plupart des pays que De Gaulle va visiter, les organisations de gauche, les centrales syndicales, appellent les masses à venir l'applaudir.

Cela peut sembler curieux, mais en fait le paradoxe n'est qu'apparent. Si ces gens là présentent de Gaulle comme un libérateur

(Lire la suite en page 7)

## La situation chez Peugeot :

# DANS LA CAGE AU LION

Nombre de journalistes sont venus « enquêter » dans le pays de Montbliard-Sochaux. La maladie du lion Peugeot était-elle le signe avant-coureur d'une crise générale de l'automobile ? La presse s'est donc rendue au chevet du souffrant, avide de « concret » et de « vécu ». Et en lisant certains articles

de journaux parisiens, les ouvriers de chez Peugeot ont éprouvé quelque surprise. Dans les chaumières de la région et les appartements des H.L.M., la rière a souvent cédé la place à l'indignation. Comment des ouvriers, sur place, voient la situation...

(Lire notre article en page 8)

## A propos du "Testament" de Togliatti

# LE POLYCENTRISME, EFFET ET NON CAUSE de l'éclatement du monolithisme stalinien

**L** e texte pesant, pompeusement baptisé « testament politique » de Togliatti, ne mériterait certes pas que l'on s'y arrête longuement si, fidèle aux habitudes démocratiques de la pensée stalinienne, le Parti Communiste Italien n'allait probablement en faire, à l'avenir, la référence autant que la justification « théorique » de sa politique.

Depuis 1956, depuis les révélations du XXe Congrès du P.C. de l'Union soviétique, Togliatti s'était déclaré partisan de l'autonomie des différents partis communistes qu'il appela « polycentrisme », terme qui eut au moins autant de succès que la chose. Le « testament » à part quelques digressions sur des thèmes réformistes classiques, n'est qu'une réaffirmation du polycentrisme. Il prend cependant une valeur supérieure à son contenu du fait de la toute proche réunion des partis communistes « pro-krouchtchéviens » et qu'il exprime finalement l'opinion des dirigeants italiens à son propos. Le Parti Communiste Italien, tout en prenant parti pour l'U.R.S.S. dans le différent qui l'oppose à la Chine, se prononce cependant contre une rupture complète.

Dans la mesure où le Kremlin cherche à réunir les différents partis communistes qui ne sont pas passés, avec armes et bagages, dans le camp chinois, malgré la quasi certitude que cette réunion entraînera la formation de deux regroupements — on ne peut guère dire deux internationales — concurrents, il est bien évident que c'est pour pouvoir reprendre sérieusement en main au moins ceux des partis communistes qu'il dirige encore.

La première affirmation de la nécessité du « polycentrisme » par Togliatti, coïncide avec l'octobre polonais et la révolution hongroise et, depuis, bien d'autres ferments de désintégration sont apparus dans l'édifice international qu'avait construit Staline. Et aujourd'hui le parti communiste italien se sent envahi de se retrouver sous la férule de son successeur.

En fait cette attitude du parti communiste italien n'a rien d'original depuis la dissolution de l'Internationale Communiste, en 1943, par Staline, pour complaire à ses alliés du moment, Churchill et Roosevelt, des fêtures profondes sont apparues dans ce complètement obéissant de la diplomatie russe qu'était le Komintern. La première fut le schisme titiste qui s'est produit en réalité en 1943-44 quand Tito a décidé de conquérir le pouvoir contrairement aux ordres de Staline, et non en 1948 ou il n'a fait qu'apparaître au grand jour. La seconde fut le schisme chinois qui se produisit, dans les mêmes circonstances, en 1949 et non ces dernières années où, comme le

précédent, il fut seulement révélé de façon flagrante par des désaccords de politique extérieure. Ces deux événements ont d'ailleurs des origines et des causes semblables tout comme, finalement, l'octobre polonais, la révolution hongroise, le schisme albanais et l'attitude actuelle de la Roumanie ou du P.C. italien. Nous espérons revenir dans un prochain article sur cette question, mais disons seulement aujourd'hui que cette série d'événements en apparence indépendants les uns des autres sont en réalité reliés par un enchaînement rigoureux à partir d'une époque que l'on pourrait fixer à l'apparition en Union soviétique de la doctrine officielle du « socialisme dans un seul pays ». C'est-à-dire en d'autres termes, à l'époque de l'abandon par les dirigeants russes, et par voie de conséquence, par les dirigeants de l'Internationale communiste des idées et de la pratique du socialisme révolutionnaire, du socialisme scientifique. Pour comprendre quel est le lien entre ces différents phénomènes si éloignés dans le temps et dans l'espace, il faut cependant avoir une conception du socialisme telle, qu'elle ne s'applique ni à l'U.R.S.S., ni à la Yougoslavie, ni à la Chine, ni à nos soi-disant démocraties populaires. Il va de soi pour qui le mot socialisme, conserve ne serait-ce qu'une partie du sens que lui donnaient Marx et Engels, que les rivalités, les luttes et les frictions qui existent à l'heure actuelle entre ces pays ne sauraient exister s'ils étaient le moins des socialistes.

Pour en revenir au Parti de Togliatti, si son évolution s'insère dans un tout qui est l'évolution des différents partis de l'Internationale défunte, il est cependant, à l'heure actuelle, le seul parti communiste non au pouvoir, à s'opposer à la tutelle de Moscou sans pour cela passer sous celle de Pékin. Pourquoi ? C'est ce que nous allons essayer de voir.

Lorsque la bureaucratie eut, en la personne de Staline, conquis un pouvoir absolu en U.R.S.S., elle domestiqua le Komintern en chassant les révolutionnaires et en mettant à la direction des différentes sections des hommes à l'échine et aux principes souples, des hommes comme Thorez, Togliatti (alors Ercoli), Mao Tsé Tung, Thaelmann et bien d'autres. La politique de l'Internationale ne différa en rien alors de la politique réformiste, à ceci près cependant que les réformistes étaient intimement liés à « leur » bourgeoisie nationale — en France il n'est que citer les noms de « grands hommes d'Etat » Blum, Ramadier, Vincent Auriol, Guy Mollet ou Gaston Defferre pour s'en rendre compte — tandis que les hommes des appareils stalinien n'étaient liés, du moins tant

qu'ils appartenait à l'appareil, qu'à la bureaucratie russe. La politique de leur parti suivait fidèlement tous les méandres, et il y eut de la diplomatie stalinienne.

Les intérêts que sociaux-démocrates et stalinien défendaient étaient donc différents et parfois même opposés, mais les couches sociales auxquelles ils s'adressaient étaient les mêmes.

Beaucoup de partis stalinien, du fait même de cette liaison avec la Russie, n'eurent guère de succès vis-à-vis de ces couches sociales dont ils recherchaient la confiance — couches supérieures du prolétariat dans les pays impérialistes, petite bourgeoisie un peu partout — mais dans certains cas, ils devinrent de grand partis grâce à l'appui de ces fractions du corps social. Et c'est là, pour ces partis là, que des problèmes commencèrent à se poser. Tant qu'ils n'étaient que l'émanation de la bureaucratie russe, le problème d'obédience ne se posait pas. Mais lorsque, sur la base de la politique voulue par Moscou, les hommes qui composaient l'appareil de ces partis, recrutés et choisis comme offrant des garanties absolues quant à l'absence de sympathie pour la politique authentiquement prolétarienne, commencèrent à rencontrer le succès auprès de la petite bourgeoisie, leur centre de gravité se déplaça. Tant que la politique imposée par Moscou coïncida avec la politique qui leur assurait le succès auprès de la base sociale, qu'ils s'étaient trouvée, il n'y eut pas non plus de problèmes. Mais quand ces politiques commencèrent à diverger, les dirigeants en question prirent d'autant plus de champ vis-à-vis des directives du Kremlin que l'ampleur de leurs appuis nationaux le leur permettait. Et si nous employons le passé c'est parce que ce processus s'est effectivement réalisé : c'est celui qui a amené le parti communiste yougoslave à prendre le pouvoir et le parti communiste chinois à en faire autant, il y a un peu plus et un peu moins de vingt ans, contre les directives de Staline.

Nous reviendrons dans un autre article reprenant l'ensemble de cette question (et en particulier à propos de deux ouvrages récemment parus l'un de Fejtó l'autre de Löwenthal) sur ce qui s'est passé et ce qui se passe dans les démocraties populaires. Mais c'est au début d'un tel processus que nous assistons, depuis l'après-guerre, dans la vie du Parti communiste italien.

Le Parti communiste italien est en effet, de loin, le plus puissant des partis communistes non au pouvoir (2 millions de membres, 8 millions d'électeurs) mais c'est aussi celui qui est le plus lié au réformisme. Il l'a d'ailleurs été organiquement pendant plusieurs

années. Il s'appuie non sur le prolétariat (bien qu'il soit un puissant parti « ouvrier ») mais sur la petite bourgeoisie. En effet, tout comme le P.C.F. qui le suit immédiatement du point de vue de la puissance sans cependant atteindre la même, il est nationaliste, « compréhensif » vis-à-vis de la propriété, de la religion, ennemi des « aventures » « pour ne pas effrayer les classes moyennes », partisan de la main tendue aux catholiques (nombreux, évidemment, en Italie), etc... etc...

Et c'est cette puissance, sur la base d'une politique et d'un appui social réformiste, qui lui permet de trouver la force de s'opposer tant soit peu à Moscou, et qui en même temps l'y oblige. L'y oblige, car son allégeance au Kremlin pourrait lui faire perdre cette base sociale en le contraignant à mener une politique conforme aux intérêts de la bureaucratie russe, mais pas aux siens. Par exemple, Moscou a toujours été contre le Marché commun en tant qu'entité économique consacrant « une coupure de l'Europe en deux, en tant que système détournant plus ou moins le commerce européen du marché russe et en tant que complément plus ou moins flagrant de la machine de guerre « atlantique ». Et bien qu'il soit vrai que ce caractère ait évolué avec les années et l'attitude de l'U.R.S.S. aussi, son opposition, pour être moins violente, est toujours aussi nette. Le Parti communiste italien voudrait, au contraire, concurrencer la social-démocratie sur le terrain « politique européen ». Pour cela, il lui faut donc, sinon rompre avec Moscou, du moins obtenir qu'on le laisse, sur ce terrain comme sur d'autres, se diriger à sa guise. D'autant que cela lui donnera une plus-value supplémentaire, tant vis-à-vis de la petite bourgeoisie que de la bourgeoisie tout court, pour qui se sera une preuve qu'il y a quelque chose de changé et qu'elle peut, dorénavant, compter sur les dirigeants ex-stalinien, non plus de façon circonstancielle (lorsque sa propre politique extérieure coïncide avec celle de l'U.R.S.S.) mais permanente, tout comme sur des dirigeants socialistes patentés, garanties bons et loyaux gérants du capitalisme.

Il va sans dire que ceci signifie que l'analogie entre la situation des partis communistes yougoslaves et chinois il y a quelques vingt ans et celle de l'actuel parti communiste italien s'arrête là, et qu'il n'est pas question pour ce dernier de prendre, de quelque façon que ce soit, le pouvoir. Si l'on n'entend pas par « prendre le pouvoir », le fait d'être ministre. Cela on l'a déjà vu, obédience à Moscou ou pas, et on le reverra

(Lire la suite en page 7)

LES illustrations qui suivent sont extraites, parmi bien d'autres, d'une petite brochure distribuée aux mineurs des houillères de la Loire.

Nous les publions sans commentaire en pensant qu'elles se suffisent à elles-mêmes et qu'il est indigne et impensable qu'au XX<sup>e</sup> siècle des hommes soient condamnés à gagner leur vie en risquant de la perdre dans de pareilles conditions.

Et même certain journal, bête et méchant, de notre connaissance n'a pas pu imaginer jusqu'ici de couvrir plus horrible que n'importe la quelle de ces illustrations ?



Le livret est mis gratuitement à la disposition des ouvriers et cadres du fond. Il doit être rendu au contrôle dès que cesse l'affectation à un Service du Fond. Si, dans ce cas le livret n'est pas rendu, il sera facturé 20 FRANCS.

# Vacances en R. D. A.

CETTE année plus particulièrement la CGT s'est chargée d'organiser pour les jeunes travailleurs des voyages et des séjours dans la République Démocratique Allemande. Nous ne prétendons pas que tous les jeunes qui ont participé à de tels voyages aient vécu les aventures pittoresques que nous a contées l'un des participants du voyage organisé par le Comité d'Entreprise de la RNUR.

Nous publions ce récit intégralement car la plupart des aventures et mésaventures contées par

son auteur se recoupent avec les récits identiques qui circulent à la Régie Renault et qui furent lors de la rentrée, après les réductions d'horaires bien entendu, l'un des gros sujets de discussions dans l'usine.

Si notre jeune et accidentel correspondant n'a pas la science d'un reporter chevronné, c'est cependant avec un sens critique certain qu'il nous fait vivre ces vacances, et la spontanéité de ses sentiments et ressentiments est plus qu'une garantie d'authenticité.

Jours, puis faire des excursions les 15 jours suivants.

Pour nous, la perspective de ramasser des pommes donnait un attrait supplémentaire à ces vacances rendues ainsi plus pittoresques.

NOUS étions 16 jeunes, fils et filles de travailleurs de la Régie Renault, qui partions en vacances en R.D.A. par l'intermédiaire du Comité d'Entreprise de l'usine. En fait, dès la gare du Nord, nous nous sommes aperçus que notre groupe

faisait partie d'un convoi organisé par l'Echange Franco-Allemand autrement dit, le P.C.F.

Nous devions, paraît-il, travailler deux heures par jour dans une coopérative agricole, à ramasser des pommes, ceci pendant 15

## PREMIERS CONTACTS

Dès la frontière est-ouest les surprises ont commencé : nous avions d'abord eu le plaisir de constater que les voies ferrées étaient entourées de grillages et que notre train était surveillé par des soldats armés de mitrailleuses. Aux arrêts, il nous était interdit de descendre sur les quais. Un peu avant d'arriver à Berlin les portières ont d'ailleurs été verrouillées et n'ont été rouvertes qu'à Berlin-Est.

A notre arrivée, le lundi après-midi, nous avons été installés dans une école agricole (à 50 km.

de Berlin). La coopérative à laquelle nous étions affectés se trouvant à quelques kilomètres de là, un tracteur est venu nous chercher pour nous y mener. Là, nous avons été accueillis par le directeur qui nous expliqua ce qu'on attendait de nous. Nous avons alors commencé à être inquiets, car nous avons compris qu'on attendait de nous un travail réel et non, comme on nous l'aurait laissé entendre, une aide bénévole. Nous avons appris avec stupéfaction que notre travail était destiné à payer notre nourriture et notre logement et que

le reliquat (s'il en restait) nous serait remis.

Notre surprise était d'autant plus grande que nous avions payé nos vacances avant notre départ et que le prix qui nous avait été demandé était sensiblement le même que celui des autres séjours à l'étranger organisés par le C. E.

Le lendemain, en visitant la coopérative, nouvelle surprise : il n'y avait pratiquement pas de vergers, et nous nous sommes demandés pourquoi il leur fallait 16 Français pour si peu de pommes !

## LE TRAVAIL

arrasé de café d'orge. Après quoi, nous avons réintégré notre école, très fatigués, maussades et déprimés, mais espérant tout de même ne pas retourner aux pommes de terre le lendemain.

Le jeudi, déception : on retourne aux pommes de terre. Et l'interprète revient nous asticoter sur notre manque de rendement ! Comme la perspective de « gagner gros » nous laisse froids, il trouve un nouvel argument : « Pas travailler, pas manger » (sic !). D'accord, nous répondons, comme de toute façon le rita de la coopérative ne nous intéresse pas, nous avons laissé là les corbeilles et nous sommes partis héroïquement... car nous ne connaissons même pas le chemin pour retourner à l'école. Ce jour-là, nous avons déjeuné de petits pains et de pommes achetées avec notre argent. Le soir, après nous être concertés, nous avons décidé de ne travailler qu'à mi-temps.

Nous sommes donc retournés au travail le lendemain matin, en prenant soin d'emporter nos maillots de bains pour aller à la baignade l'après-midi.

Après le repas, nous nous préparons à partir quand... l'organisateur français du séjour est arrivé ! Nous avons immédiatement compris que la bataille serait dure. Elle a duré trois heures !

Il a d'abord voulu nous rendre par les sentiments : il allait profiter des beaux jours pour rentrer la récolte, nous étions à la merci de la première pluie, etc. Puis, il a essayé de nous noyer sous un flot de paroles, expli-

## LES DISTRACTIONS

et discours (le séjour de notre groupe était patronné par une mairie de Berlin), après quoi, nous avons été livrés à nous-mêmes dans la ville, sans guide et sans interprète. On nous a aussi fait bénéficier d'une visite de

## LES CONTACTS HUMAINS

faire ! « Nous avons si bien laissé faire, que nous avons été responsables pour apprendre à notre stupéfaction, que les deux seules filles du groupe avaient arrêté à elles deux le tracteur, qu'elles étaient montées dans le tombeau, avaient vidé les Allemands, puis avaient repardu les grains sur la route ! Et le policier a obligé tous les Français à retourner sur la route (c'était à 2 km) pour... la balayer. Il était alors minuit !

Chacune de nos sorties, nous avions des accrocs. Un soir, une bagarre a éclaté avec un soldat, dans un bal. Quelques jours

## LES CONDITIONS D'HEBERGEMENT

Le directeur de l'école a refusé de nous laisser utiliser les douches et l'accès de la cuisine nous était interdit. Tant que nous avons travaillé, le tracteur venait nous chercher pour prendre nos repas à la coopérative.

Nous pouvions aussi nous y doucher, mais au cours des deux dernières semaines, nous n'avions plus que l'eau froide pour notre toilette et notre lessive. Si nous voulions manger, il fallait nous déplacer trois fois par jour à la coopérative (c'est à dire une heure de marche à chaque fois). Nous avons commencé par nous

camp de concentration. Le reste du temps — « libre » — nous l'avons occupé à aller de l'école au lac proche, du lac au café du village, au café à l'école, et de l'école au café.

plus tard, un groupe de Français rencontre une compagnie de soldats en déplacement. Echange de politesses et de souvenirs. Puis, au moment de se séparer, les soldats tombent sur les Français à coups de bouteille ! Nouvelle bagarre...

Un soir, nous avons décidé de nous amuser entre nous, à l'école. Nous organisons une bataille de polochons dans les chambres. Il faut croire que nos rires étaient un peu trop bruyants car l'interprète et le gardien de l'école n'ont rien trouvé de mieux que d'aller chercher la police. Et ce soir-là, nous avons eu beaucoup de mal à échapper à une correction en règle !

vendre leurs vêtements pour se procurer de l'argent. Et quand nous avons demandé ce qu'étaient devenues les sommes que nous avions payées pour notre séjour, on nous a répondu n'en rien savoir et n'avoir rien reçu !

Au cours des discours officiels que nous avons subis, on nous a beaucoup parlé de socialisme ; on nous a invités à démentir les affirmations mensongères des capitalistes et à montrer le « vrai visage du socialisme », tel que nous l'avons vu en R.D.A. Il faudrait plutôt parler du socialisme, tel que nous ne l'avons pas vu...



NE FAITES PAS D'IMPRUDENCES! LA DERNIERE pourrait vous être... FATALE!

# ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasèrent l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles photocopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui se sont ainsi connus et vérifiés les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journalièrement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

## ÉDITORIAL

des bulletins d'entreprise « Voix Ouvrière »

## TOUS ENSEMBLE !

Dimanche, devant 1.200 militants de la métallurgie parisienne, Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré avec des phrases emberlificotées pour ne pas avoir à prononcer les mots de grève générale, que « la classe ouvrière portera sa lutte au niveau des exigences créées par la résistance gouvernementale et patronale » et que non seulement la C.G.T. ne s'opposerait pas à de tels combats (des actions larges, puissantes dans le cadre d'une industrie d'une région, d'un groupe d'entreprises) mais qu'au contraire elle les estimait nécessaires.

Ainsi la C.G.T., par la voix de son secrétaire général, parle d'autres choses que de combats d'escarmouches, de grèves partielles, tournantes, de quart d'heure par-ci, par-là. Il faut dire qu'avec les réductions d'horaires dans l'automobile il serait bien difficile aux Centrales syndicales de préconiser encore cette tactique-suicide.

C'est pourquoi, aujourd'hui, on voit les unes et les autres des grandes Centrales parler enfin « d'actions plus générales » pour les objectifs et les revendications qui sont ceux de tous les travailleurs : 40 heures sans diminution de la paye, augmentation du niveau de vie, abaissement de l'âge de la retraite.

Mais elles ne font qu'en parler. Et les actions générales on ne sait pas trop si ce ne sont pas la répétition des grèves de 24 heures de l'an dernier, comme celle du 18 mars qui, malgré leur réussite, sont restées sans effet et sans lendemain.

Par ailleurs on n'entend jamais autant les grandes Centrales syndicales parler de mouvements étendus, de grève générale, que lorsque les travailleurs ne sont pas en lutte. Mais lors de la grève des mineurs, alors que des dizaines de milliers de travailleurs étaient en grève en même temps, pendant de longues semaines et avaient fait renghiner au gouvernement ses menaces, il ne fut pas question d'appeler les autres industries à rejoindre leur lutte pour la transformer en un mouvement irrésistible capable de rompre toutes les digues patronales et gouvernementales. Plus près de nous, lorsque les techniciens de la navigation aérienne se mirent spontanément en grève contre la limitation du droit de grève qui les menaçait, ainsi que d'autres groupes de travailleurs, et que rien ne pût leur faire reprendre leur travail, ni les menaces ni les sanctions par dizaines, à aucun moment il ne fut question d'étendre le mouvement. Et pourtant les atteintes au droit de grève étaient une menace pour tous.

C'est pourquoi nous ne pouvons guère croire à la sincérité des dirigeants des grandes Centrales qui parlent aujourd'hui d'offensive.

Ce n'est pas que l'offensive ne soit pas nécessaire. Si les travailleurs ne partent pas à l'attaque, c'est le patronat et le gouvernement qui le feront. De toutes façons les sacrifices que pourrait nous imposer une lutte résolue, seront inférieurs à ceux qu'on nous imposera si nous nous laissons faire sans réagir. La lutte ne paye peut-être pas toujours, mais quand elle est décidée, déterminée, elle paye souvent. Tandis que la résignation ne paye jamais. Oui, il nous faudra nous battre. Et tous ensemble. Dans une même grève. Syndiqués et non syndiqués. Mais pour cela, pour que notre mouvement ne puisse pas être brisé par les luttes intestines entre les différents syndicats, il faudra que nous dirigions nos luttes nous-mêmes, de la base, en élisant dans chaque atelier, dans chaque entreprise, démocratiquement, des comités de grève qui n'auront à répondre de leurs actes que devant les travailleurs, les travailleurs seuls et par la hiérarchie syndicale.

Les camarades qui croient que les organisations syndicales sont capables de mener une telle lutte se trompent lourdement. Et d'ailleurs si les dirigeants syndicaux sont honnêtes et sincères qu'auraient-ils à craindre de comités de grève démocratiquement élus par les travailleurs ?

## FACE A L'OFFENSIVE PATRONALE

## ORGANISER LA RIPOSTE

A NEYRPIC

### LA GRAISSE DES AUTRES

L'opération licenciement qui s'est déroulée juste avant les vacances a été menée d'une drôle de façon. Une façon que l'on retrouve d'ailleurs tout au long de ces deux années difficiles que nous venons de vivre.

La Direction par la voix d'un de ses sous-fifres annonce un chiffre global et assez important de licenciés hypothétiques puis au fil des semaines ce chiffre se gonfle et se dégonfle, les déclarations rassurantes succèdent aux offres de reclassements, et en fin de compte le tiers à peine de ceux qui ont reçu « la lettre » se retrouve à la porte, leur indemnité de licenciement en poche. Les autres ? Ils sont mutés d'une usine à l'autre, d'un atelier à l'autre, d'un poste à l'autre, mutés, reclassés ou plutôt déclassés. Il en est à la Croix Rouge qui se sont trouvés « reclassés » au même poste qu'ils occupaient avant, ce poste qui était prétendument « supprimé », justification officielle de leur « licenciement ».

En fait tout se passe comme si le Bira... (sic) créait un climat d'insécurité, de démolition, avec ses renvois, ses propositions et cette menace toujours suspendue sur nos têtes.

Chacun sait que depuis l'arrivée de Glasser les effectifs ont considérablement diminué, beaucoup plus que le chiffre des licenciés « prévus ». Et chacun sait aussi que, inquiets, déçus par « la bonne boîte », beaucoup de camarades sont partis d'eux-mêmes — c'est-à-dire sans profiter de l'indemnité de licenciement — travailler ailleurs avec l'idée ou plutôt l'illusion qu'il valait mieux travailler plus, ou mieux cher, mais avoir la sécurité.

Quant à ceux qui ont accepté le reclassement plutôt que le départ, ils ont à nouveau tout le chemin à faire pour apprendre, s'adapter, se maintenir, monter peut-être dans leur nouveau poste.

Au total, Glasser, Marty et consort ont perdu leur graisse inutile au moins frais. Une toute petite minorité a touché l'indemnité de licenciement, un grand nombre sont partis eux-mêmes et ceux qui restent, inquiets, écourés, démolés, sont prêts — c'est du moins ce qu'espère la Direction — maintenant à tout accepter : blocage des salaires, augmentation de la productivité, resserrement de la maîtrise, etc. C'est pour elle un bilan de victoire.

Et pourtant toute victoire n'est que provisoire, elle règle pour un temps, le rapport des forces entre les parties en présence. Mais ce rapport de force se modifie sans arrêt. Du côté ouvrier la force vient de l'unité, de la conscience et de la détermination.

Il faut savoir aujourd'hui tirer les leçons du présent, afin de préparer demain.

(Extrait du N° 28 de la V.O. - Neyrpic.)

A SAINT-NAZAIRE

### LA TRAHISON PERMANENTE

Les licenciements et les déclassements poursuivis dans la construction navale après Saint-Nazaire, c'est le tour de La Seyne (380 licenciés), Port-de-Bouc (200) et de La Pallice-La Rochelle (394). « L'Humanité-Dimanche » du 13 septembre consacre une demi-page à ces licenciements. En titre : « Les mauvais temps préparés de longue date ». Premier sous-titre : « Un plan ourdi depuis plusieurs années. »

Pourquoi dans ces conditions, alors que les Chantiers de l'Atlantique étaient les premiers touchés, nous nous étions contraints de nous battre seuls ? Puisque depuis plusieurs années nos centrales syndicales connaissent ce plan (depuis 1959 d'après « L'Humanité »), pourquoi n'ont-elles pas généralisé le mouvement à l'ensemble de la construction navale ?

Pourquoi aujourd'hui laissez-vous les gars de La Seyne isolés ?

En donnant, dès le premier jour, les mains libres à l'Etat et au patronat pour les licenciés, en refusant toute lutte ouvrière d'envergure et en régionalisant le conflit avec l'appui des évêques, des bourgeois libéraux et autres « démocrates » de cet acabit (il existe aussi à La Seyne un Comité de défense des licenciés), les syndicats ont montré qu'ils n'ont rien de mieux à proposer que faire avaler aux travailleurs les couleurs gouvernementales.

Aujourd'hui, nous laissons isoler les travailleurs des chantiers méditerranéens et demain lorsque de nouveaux licenciements frapperont Saint-Nazaire, nous nous retrouverons seuls. C'est pourquoi tous les ouvriers conscients et les militants syndicalistes honnêtes doivent s'organiser dès maintenant pour proposer les luttes à venir et renvoyer les dirigeants syndicalistes qui ont montré leur incapacité totale à défendre les intérêts des travailleurs.

(Extrait du n° 109 de la « V.O. » Chantiers de l'Atlantique.)

A LA RNUR (Bt C)

### C'EST UNE BONNE CHOSE !

C'est fait ! Depuis le 14 septembre l'A.O. fait 30. La charge de travail ayant diminué, les responsables de l'outilage en ont décidé ainsi. Ceci a eu pour conséquence, d'affoler certains qui voyaient là un risque de licenciement, de mise à la disposition du personnel, de déclassement, etc. — Que la Direction prenne de la situation pour resserrer la discipline et nous déplacer à sa guise, cela est certain.

Mais notre situation n'a rien de catastrophique. Nous ne faisons plus que 42 heures 30 et c'est une bonne chose ! Nos sommes payés 45 heures 45. Ce n'est pas assez, mais c'est la preuve que l'on peut diminuer l'horaire sans diminuer d'autant la paie. La Direction a besoin des professionnels comme des O.S. et elle ne prendra le risque de licenciés que prudemment. Car quoi qu'on en dise, elle craint notre réaction.

Alors, ce qu'il faut, c'est ne pas tenir compte des propos alarmistes, mais nous préparer à la lutte.

(Extrait du n° 150 de la V.O. Bal C.)

CHEZ CHAUSSON

### PENSEZ AUJOURD'HUI

### A DEMAIN

Nous nous attendions à des réductions d'horaire comme chez Renault, Peugeot, Panhard. On essayait de créer chez les travailleurs de la S.U.C. une atmosphère de panique. Et puis... les travailleurs des équipes de la Floride, de la Peugeot, des cars ont fait, cette semaine, une 1/2 heure de plus.

Parce que, depuis la rentrée, un certain nombre de travailleurs de chez Chausson ont cherché à gagner leur place ailleurs et qu'ils ont, par leur compte, le bluff au chômage se dégonfle pour un moment.

Depuis le retour des vacances, nos horaires ont eu des hauts et des bas, ce qui tend à prouver que si les industriels de l'automobile traversent quelques difficultés, ils sont loin d'être sur la paille.

Mais que nous prépare l'avenir ? Du côté patronal, il ne faut pas attendre de miracle.

Mais, finalement, cet avenir, en fait, dépend surtout de nous.

Le problème est posé. Risquons-nous de faire 40 heures avec réduction des salaires, selon le bon vouloir du patron, ou lui imposons-nous le retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire ?

Tout dépend de la décision et de l'efficacité que nous déployons.

Mais qu'en pensent nos organisations syndicales ?

Pensent-elles que nous devons attendre passivement que le patron réduise nos horaires et nos salaires ?

Pensent-elles que des moyens comme les grèves tournantes, les « journées nationales d'action » puissent faire céder le patronat sur la revendication « retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire » ?

Ne pensent-elles pas que face au patronat organisé nationalement et face à l'Etat, il soit nécessaire d'organiser un mouvement de l'ensemble de la classe ouvrière. Sont-elles oui ou non prêtes pour s'opposer aux mesures patronales par la grève générale ?

Les syndicats des mineurs C.F.T.C. et C.G.T., un peu plus d'un an après leur grève générale d'un mois, envisagent de nouveau cette forme d'action. Est-ce qu'il s'agit de paroles ou enfin d'une décision correspondant à une volonté réelle ?

C'est une question que chacun d'entre nous doit poser à tous ceux qui prétendent « diriger » nos combats.

Il s'agit de savoir si l'avenir sera ce que nous en ferons ou s'il sera ce que le patron nous réserve.

# LES SALAIRES Les conditions

AU CREDIT LYONNAIS

## QU'ON LES EMBAUACHE A MILLE FRANCS!

Après la décision de la direction de porter le salaire d'embauche à 500 F, les syndicats — même le SNCEB — ont, tout en se réjouissant de cette augmentation, demandé qu'elle soit répercutée à tous les échelons, c'est-à-dire que le prix du point soit relevé. Cela est justifié, nous avons besoin d'une augmentation. Ce qui l'est moins, ce sont les lamentations des syndicats qui — dans l'unité — pleurent sur « l'écrasement » de la hiérarchie et orientent au scandale parce qu'il n'y aura bientôt plus de différences de paie entre un nouvel entré et un employé dit « qualifié ».

Alors qu'on sait que, bien souvent il suffit d'un mois ou deux à un jeune pour savoir faire le travail que certains font depuis 10 ans, on ne voit pas pourquoi la différence de paie devrait être si grande entre eux. D'ailleurs la direction n'a pris cette mesure pour plaire aux jeunes et les avantageant par rapport aux anciens, mais pour tenter de résoudre le problème de l'embauche. Pas tant d'ailleurs sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif ; elle espère sans doute avec un si « haut » salaire d'embauche attirer au C.L. un personnel « plus compétent » ?

Mais il faudrait être bien naïf pour penser que la direction va faire profiter l'ensemble des employés de la même mesure, même si elle a dû procéder à quelques réajustements de salaire pour le personnel trop nettement défavorisé.

Ceux qui, embaotant le pas aux syndicats, embaotant qu'il est « injuste » qu'après 20 ans de C.L., on gagne à peine plus qu'un « jeune », oublient sans doute qu'on n'a rien à attendre du bon vouloir de la direction. Le problème est qu'en 1964, au siècle de l'atome, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1 000 F par mois.

Ce n'est pas en se lamentant sur son « ancienneté » dans la maison que l'on arrivera à faire céder la direction. Et à ceux qui trouvent cette revendication démagogique, il n'est qu'à rappeler juin 56, où la classe ouvrière a bien su faire doubler rapidement son salaire.

Pour la majorité du personnel, il n'y a rien à espérer de la passivité ou du « ramping », et c'est tout ensemble, jeunes et anciens qu'il faudra se battre pour obtenir un salaire qui nous permette réellement de vivre... et pas après 20 ou 30 ans d'abrutissement au C.L., mais aujourd'hui.

(Extrait du N° 56 de la V.O. Crédit Lyonnais).

A LA RNUR

## GARANTIE DU SALAIRE

Des bruits plus ou moins sérieux circulent sur le même problème : la garantie du salaire. On parle de la forme de la maîtrise d'atelier, contremaître compris ;

2° De départ anticipé à la retraite pour ceux qui ont plus de 60 ans.

3° Certains « horaires » professionnels passeraient au mois cette année.

Tous ces problèmes, la Direction ne les ignore pas, mais elle veut les régler par petits bouts en avantageant ceux qu'elle veut avantager.

C'est vrai, les contremaîtres et une partie des bureaux vont passer au forfait. C'est d'ailleurs là qu'on se rend compte que les mensuels actuels ne sont que des horaires payés tous les mois : le 14 septembre ils sont venus travailler ; mais s'ils n'étaient pas venus, la Direction leur aurait retenu sur leur salaire de base comme à nous.

Cette fameuse garantie du salaire est vitale pour nous, ce qui est possible pour quelques-uns, doit l'être pour tous. Dans la période actuelle nous devons mettre en avant cette revendication.

Crise ou pas crise, notre salaire c'est notre moyen d'existence. La Direction doit nous le garantir et tous ses « ennemis » ne nous intéressent pas. Même si rien fait, ou à 20 heures par semaine nous devons toucher notre salaire intégral.

Le forfait pour tous.

(Extrait du N° 109 de la V.O. - RNUR Dpt 18.)

A LA SNECMA

## PLUS DE BONI! UN SALAIRE GARANTI

Les trois organisations syndicales de Kellerman nous ont appelé à la solidarité avec nos camarades soudeurs en grève!

Les soudeurs des « brûleurs » travaillent au boni, c'est-à-dire aux temps, temps qui leur permettent, dans le passé, de faire 20 à 30 % de boni.

Puis, à la suite de nouveaux chronométrages, la direction a fait diminuer les temps et nos camarades ne font plus leur boni, à moins de se tuer au travail.

Ces camarades, en lutte avant les vacances, ont continué après. On nous demande de les aider financièrement, c'est indispensable mais insuffisant. Mais là où cela ne va plus, c'est lorsqu'on nous dit qu'ils réclament la garantie de leur boni. En fait, les diminutions de salaire que subissent nos camarades, c'est justement le système du travail au boni qui est en la cause. C'est le système du travail au rendement qu'il faut abolir. Ce qui compte, c'est que notre salaire ne soit pas lié au boni.

Dès que la direction a pu diminuer les temps, elle l'a fait. Nous devons effectivement « taper » partout où des problèmes de temps se posent, mais lutter pour des choses sérieuses : un salaire indépendant du « boni » pour tous.

(Extrait du N° 41 de la V.O. SNECMA.)

A LA RNUR

## PAS DE SALAIRES LIES AU POSTE!

Avec le système du salaire lié au poste, nous ne sommes jamais sûrs de notre paie. Il n'est pas rare de voir un ouvrier perdre 10 AF de l'heure en passant d'une machine à l'autre.

A toutes les réclamations des délégués, le représentant de la Direction se contente de répondre : « Les salaires des professionnels sont garantis ; ceux des O.S. est lié au poste, nous ne pouvons leur assurer un taux fixe. »

C'est infiniment regrettable, Monsieur ! Mais quand nous avons été embauchés, c'est à un salaire horaire fixe !

Que la Direction ensuite décide de nous faire travailler sur une machine plutôt que sur une autre, c'est son affaire. Mais pour nous, le coût de la vie ne change pas quand nous changeons de machine ! La diversité des salaires, a pour but de nous diviser, de nous porter à nous jalouser mutuellement, en fonction du poste que nous occupons.

Ce que nous voulons, c'est un salaire par catégorie professionnelle. C'est la seule façon de déjouer les manœuvres de la Direction.

(Extrait du N° 99 de la V.O. - RNUR US.)

AUX ASSURANCES GENERALES

## QUI SONT LES PLUS A PLAINDRE ?

Au panneau d'affichage nous avons pu lire la copie d'une lettre que le syndicat national des agents de maîtrise a adressé à la Fédération Patronale. Dans cette lettre les A.M. se plaignent de ce que leurs conditions de travail ne s'améliorent pratiquement pas, contrairement aux jeunes dont les salaires d'embauche ont été relevés.

L'explication que la SNAMA donne à ce phénomène est certainement juste : devant la difficulté de recrutement due à la pénurie actuelle de main d'œuvre, les patrons ont tendance à relever les salaires d'embauche. Quant aux anciens, les patrons misent sur le fait qu'il devient de plus en plus difficile de changer d'emploi lorsqu'on avance en âge pour ne pas répercuter hiérarchiquement en leur faveur les augmentations consenties aux nouveaux.

Il résulte de ceci que la situation traditionnelle des employés : débutés plus que modestes, et amélioration très lente mais assurée tout au long d'une carrière entièrement consacrée au même employeur — se trouve renversée et qu'il est quelquefois plus rentable pour un jeune de changer d'emploi car il sera souvent embauché à meilleur prix à chaque fois.

Nous reconnaissons que le sort réservé à des employés et A.M. comptant de nombreuses années d'ancienneté est particulièrement injuste. Mais il ne faut pas oublier que leur propre mauvais sort, le SNAMA en arrive à paraître scandalisé des « avantages » consentis aux jeunes, et d'écrire «... les compagnies n'hésitent pas à surpayer pour essayer de se faire attacher durablement, ces nouveaux arrivants... ». Quand on sait que de nombreux jeunes dans notre compagnie, déduction faite de l'abattement d'âge gagnent à peine 400 F il est vraiment scandaleux d'écrire qu'ils sont surpayés.

La seule véritable injustice c'est que nous sommes tous trop peu payés, les jeunes comme les anciens. Et le remède à cette injustice ne réside certainement pas à protester catégorie par catégorie et sur le papier par dessus le marché.

La pénurie de main d'œuvre nous place dans une position favorable sur le marché du travail et c'est pourquoi, sans que nous levions le petit doigt, les patrons bien malgré eux sont contraints de relever nos salaires de 5 à 8 % chaque année ce qui permet à nos salaires de suivre à peu près l'élevation des prix.

Mais que n'obtiendrions-nous pas si dans les circonvstances actuelles, nous nous mettions tous ensemble en colère !

(Extrait de la V.O. Assurances Générales.)

CHEZ PEUGOT

## QUAND PEUGOT FAIT LA CHASSE AU ROUGE

Dans un récent numéro, le bulletin « Liaisons Sociales » rend compte d'une réunion internationale de « spécialistes » réunis pour discuter sur le sujet suivant : « Santé mentale et industrialisation ». L'un des sommets de la cucuterie qui présida à ces « travaux », ce fut le rapport qu'y fit présenter, Mme Abraham, toubib de chez Peugeot. Qu'on en juge :

«... Le neuro-psychiatre a pu, dans cette grande entreprise aider les handicapés physiques à se maintenir dans le monde du travail » (avec les cadences que l'on sait)... En entente parfaite avec le service de médecine du travail, le dépistage des nerveux, des maux de mentaux des éthyliques, a pu être mené à bien. Cependant, pour que cette efficacité soit optimale, il a fallu que soient réunis l'humanité et la compétence des médecins (quelle modestie), remarquablement secondés par un personnel dévoué (bravo !) à cette harmonie s'est ajoutée la compréhension du personnel de maîtrise (c'est des pères pour nous), sans oublier une direction d'usine sociale et patiente (Amen !)

« N'en jetez plus, la cour est pleine »

Mais, tout ceci n'est rien à côté de la discussion qu'a suivie, rapport aux « éthyliques » (alcooliques) et à la façon dont on les signale au service médical. Et c'est là que toute la compréhension des chefs et de la direction éclate. Ecoutez la réponse à l'éthylique commettant des maléfices après plusieurs avertissements oraux reçoit une lettre l'avertissant d'une sanction (lire lettre faisant en général état d'une suspension de salaire de un jour), le double de cette lettre est transmis au service médical qui peut alors entreprendre une thérapeutique psychologique valable ». Ainsi après l'avertissement, l'amende et pour finir le baratin conseillant l'eau vichy !

Il y a parmi nous, c'est vrai, quelques uns qui sont portés exotiquement sur le vouloir et qui sont très peu nombreux. En 1964, et c'est tant mieux, les ouvriers ne sont plus constamment fourrés au bistrot, comme ils l'étaient nombre de nos ancêtres du 19e siècle. Le temps où régnait dans la classe ouvrière la mode, le bouillonnement et le gros rouge, le temps de « l'Assommoir » que décrit Zola est révolu. Beaucoup de travailleurs cherchaient alors dans l'abrutissement de l'alcool, à s'évader de leur sinistre condition, des immenses laides et dure vie familiale trop souvent déséquilibrée par une effroyable misère.

Si l'alcoolisme est aujourd'hui infiniment moins répandu parmi les ouvriers, ce n'est pas grâce aux « thérapeutiques »-bidon placées sous le patronage des bons patrons soucieux de notre santé. C'est que des décades de luttes ouvrières et de progrès techniques ont permis une relative amélioration du niveau de vie et du niveau culturel des travailleurs.

Et le cheffailon peut bien nous chardier, la direction avertir, sanctionner, pénaliser (tu parles d'une « thérapeutique »), le toubib psychanalyste, ce n'est pas cela qui guérira les quelques ouvriers qui boivent trop.

L'alcoolisme qui subsiste encore parmi nous, est dû à des siècles d'exploitation, de misère et d'abrutissement. La seule thérapeutique contre le gros rouge c'est en fin de compte la lutte pour la libération de l'homme contre tout ce qui l'opprime et l'exploite, c'est la lutte ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

CHEZ J.J. CARNAUD

## QUESTIONS D'INTERET

La Direction s'élève contre le fait qu'à certains postes, des ouvrières aux cheveux longs ne portent pas de résille ou de coiffure de protection. Elle leur en fait la remarque « dans leur intérêt » bien sûr, et menace de sanctions les éventuelles récalcitrantes.

Par ailleurs, il est également possible que certains d'entre les belles qui s'obstinent à circuler en vélo dans la cour, toujours « dans leur intérêt ».

Quelles sont les sanctions prévues contre ceux qui, dans leur intérêt, privent des travailleurs de leur gagne-pain ?

(Extrait du N° 8 de la VO Carnaud Bas-Indre.)

A LA CSF (Issy)

## LES TARTUFFES

Un peu avant les congés, la direction a licencié une ouvrière et un ouvrier.

Les motifs donnés officieusement aux délégués en ce qui concerne l'ouvrière, furent que sa vie privée ne correspondait pas aux canons de la morale bourgeoise. Ou, plus exactement, à la morale que la bourgeoisie réserve aux ouvriers, car le second motif que la direction avança pour justifier la mise à la porte de cette ouvrière, à savoir qu'à cause de sa main mutilée elle n'assurait pas assez rapidement la production, éclaira d'un jour très particulier sa morale.

Quant à l'ouvrier, ce fut plus fort encore. Sa mise à la porte eut comme résultat par des « intérêts supérieurs » parait-il. Intérêts de qui, ou fait ?

Pour nous, en tout cas, la défense du droit à la vie doit être un devoir bien supérieur aux « intérêts supérieurs » des actionnaires de la CSF. Et nous ne devons tolérer en aucun cas les immixtions de la direction dans la vie privée des travailleurs. Être exploité sa vie durant par le patronat est bien suffisant sans que nous soyons obligés de subir ses chaperons, et que ceux-ci s'arrogent le droit de décider de notre sort.

Qu'en pensent les délégués ?

(Extrait du N° 71 de la « V.O. » C.S.F. Issy.)

A LA RNUR

## DANS LE FONDS... IL Y A DE L'ABUS!

Quand nous manquons, la veille ou le lendemain d'un jour férié, la Direction refuse de nous payer ce jour férié, comme si nous choisissons nos jours pour tomber malades ou avoir un empêchement !

Mais là où elle exagère vraiment, c'est lorsqu'elle prétend appliquer son règlement pour le Fonds de Régularisation de Ressources. Si nous manquons la veille ou le lendemain d'un jour chômé, non seulement nous perdons notre journée, mais elle prétend aussi faire perdre l'indemnité du Fonds. Nos dirigeants imaginent sans doute que ce sont des vacances qu'ils nous octroient de la sorte. Et c'est sans doute, là aussi, par pure perversité, que nous choisissons justement la veille ou le lendemain de ces jours chômés pour tomber malades !

# Usine ou

CHEZ UCLAF

## SIFFLER ET LAISSER BRAIRE

La période des vacances se termine et Roussel a décidé que tout doit continuer dans l'ordre. Il y a une quantité de travail telle qu'on ne peut se laisser distraire sans nuire aux intérêts de la maison, et puis il y a les jeunes embauchés qui ne doivent pas prendre l'habitude de travailler dans une ambiance trop détendue.

Aussi, Roussel a-t-il chargé ses larbins, nos chefs, de faire régner la discipline partout. Ceux-ci d'ailleurs, grisés par les flatteries patronales qu'ils ont la naïveté de croire, s'emploient activement, sans exception que nous n'avons pas le plaisir de connaître, à nous faire rentrer dans le rang.

L'un a le regard fixé sur la pendule, l'autre nous interdit de parler, un autre de siffler, et c'est bien connu à UCLAF, certain procède même le matin.

Quel intérêt ont-ils à essayer de nous mater ? Pour Roussel, c'est clair, « il faut que les programmes de production soient terminés en temps et en heure » ; c'est à ce rythme seul qu'il doit ses énormes profits.

Quant aux cheffailons, ils espèrent « monter » et pour cela ils sont prêts à tout. Ils essayent même d'en faire plus qu'on ne leur en demande, pensant ainsi gravir les échelons plus vite et s'attirer la reconnaissance éternelle de Roussel pour leurs bons services.

Qu'ils nous permettent de rire de leur balourdise. Roussel les traite en larbins comme il nous

CHEZ DESFOSSÉS

## QUE LES RESPONSABLES PAIENT

La production a fait une nouvelle victime dans nos rangs à l'offset ou un camarade a eu un doigt coupé. Cela s'est passé sur une vieille machine « Bijou » qui a brusquement démarré alors que l'ouvrier était en train de caler.

Depuis longtemps déjà les camarades avaient signalé l'état de vétusté de ces machines sur lesquelles aucun système de sécurité valable, sérieux, n'existait. Mais le plus important certainement, c'est que la direction, avide de réaliser le plus grand profit possible, fait travailler un seul ouvrier sur une machine de ce type, ce qui augmente considérablement les risques d'accident.

D'ailleurs, l'accident s'est déroulé sans que les collègues de la victime s'en soient aperçus, justement parce qu'il y travaillait seul. Tout cela montre avec évidence le peu de cas que la direc-

tion, et son sous-fifre l'ingénieur à l'insécurité en tête, font de notre pays.

Dans les cas de ce genre, c'est nous les seules victimes. On sait nous dire que nos mains sont « un mécanisme irremplaçable » et, effectivement, elles le sont. Mais on ne fait rien pour les garantir. Si cela nous coûte cher, il n'en est pas de même pour les patrons qui eux ne perdent rien, sinon un peu de production qu'ils rattraperont par ailleurs, et même pas la face car ils connaissent l'art de reporter leurs propres fautes sur le dos des autres.

Et en plus le régime général de la Sécurité sociale est là pour faire payer par l'ensemble des travailleurs une infime partie de ce qui normalement devrait être payé par les patrons.

Ce sont les patrons qui sont responsables, ce sont eux qui doivent payer. Le paiement intégral du salaire en cas d'accident du travail par le patron doit faire partie de nos revendications.

(Extrait du N° 97 de la V.O. - Desfosés.)

# LA SÉCURITÉ

# is de travail

# LES COMITÉS D'ENTREPRISE

## CITROEN

### POUR COINCER LA BULL

Faudrait-il que certains apportent leur lit à la mécanique Javel, service comptabilité générale? C'est possible, car tous les mois, à la même époque, certains d'entre nous acceptent de rester tard dans la nuit pour finir certains relevés qui, paraît-il, ne souffrent pas de retard. C'est ainsi que, cette fois-ci, des camarades ont terminé vers 2 h. 15 du matin. Bien sûr, ces heures sont payées en heures supplémentaires, mais qu'importe? Si les grands patrons de la comptabilité veulent absolument que leurs relevés soient prêts pour une certaine date, ils n'ont qu'à nous adjoindre un collègue en sur-matrasse quand le travail se fait pressant, ou louer une machine en plus, s'il n'y en a pas assez. Et puisqu'il s'agit de machines, nous rappelons à ces pontifes que nous ne sommes pas des Bull capables de travailler 107 ans de suite, et à ces camarades qui acceptent de travailler plus de 10 heures pour payer ces heures supplémentaires en jours d'existence et que, de toute façon, la direction se moque bien de leur zèle et qu'elle n'hésitera pas à les flanquer à la porte le jour où ils seront devenus inutiles. Les heures supplémentaires aujourd'hui égalent licencement demain.

## AUX PTT TOULOUSE

### UN POINT DE VUE

Si la direction lance périodiquement des bruits sur le retour au travail jusqu'à 19 h. dans les guichets, les syndicats, quant à eux, revendiquent la fermeture des guichets à 13 h. Bien sûr, le travail du samedi pose particulièrement sur nos camarades des guichets et l'idée d'un week-end prolongé ne peut que nous réjouir. Mais est-ce là une solution véritable, une revendication pleinement justifiée? Fermer les guichets à 13 h. gênerait évidemment les usagers, surtout ceux qui travaillent toute la semaine et n'ont que ce jour pour aller à la poste. A notre avis, il serait plus juste de revendiquer un accroissement des effectifs qui permettrait d'établir un roulement de façon à travailler un samedi de temps en temps et qui aurait comme conséquence une diminution des cadences. Quant à ceux qui travailleraient le samedi, ils pourraient récupérer en temps double. Pour un samedi après-midi, toute la journée du lundi.

C'est là une revendication qui permettrait de satisfaire et les postiers, et les usagers.

## caserne ?

traite tous. Quand l'humeur du patron changera, ils devront aussi changer la leur.

Nous, au moins, nous avons la dignité et l'intelligence de ne pas tourner avec le vent. Alors, une fois encore, soyons fermes, et essayons de conserver un peu de la détente de nos vacances.

(Extrait du N° 61 de la V.O. UCLAF).

## A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

### CHASSEUR D'AUTOGRAPHES

On innove à Saint-Vincent de Paul, mais il ne faudrait pas croire que la nouveauté consiste à su trouver la quadrature du cercle pour recruter du personnel ou pallier l'insuffisance des locaux. Non certes pas, l'AP ne peut innover que dans la meilleure façon de faire trimer son personnel ou de lui imposer son existence. Par exemple, pas de dernières mesures prises, une se fait particulièrement remarquer par son inutilité : désormais il faudra que nous fassions signer notre carnet de santé par notre chef de service, les signatures des attachés ne sont plus valables. C'est sans doute parce que le travail manque à l'AP qu'il faut occuper les agents à jouer à cache-cache avec le patron ou peut-être le surprendre en pleine intervention pour... lui faire signer notre carnet.

Reste à savoir si les patrons se laisseront abaisser au rang de gratte-papier!

(Extrait de la VO - AP.)

## A AIR-FRANCE

### TENIR LA CHANDELLE

A DM-LM, section Caravelle, des problèmes se posent en raison d'une nouvelle série de travaux dénommée « opération Candélabre ». Ces travaux doivent, paraît-il, durer jusqu'au mois de juin 65 à raison de 6 semaines par Caravelle.

Le directeur de LM avait proposé des horaires qui ont déjà été modifiés par quelques travailleurs volontaires pour ces travaux. Lisez un peu l'horaire du soir se terminera à 24 h. (les transports à cette heure-là ne sont pas assurés par la compagnie). L'horaire du matin sera étalé sur 7 jours à cheval sur le dimanche. Pour ces travaux qui sont réputés insalubres (vapeurs de kérosène) et qui nécessitent 1/4 d'heure de repos par heure de travail, la direction propose de cumuler ces 1/4 d'heure pour les transformer durant 3 semaines de travail en 3 jours de repos supplémentaires payés. Evidemment, c'est tentant.

Mais nous ne pensons pas que la solution finale soit là.

Pour ces travaux insalubres, seule la réduction importante (la moitié) du temps de travail peut nous préserver des troubles que peut provoquer l'insalubrité du milieu. Sinon les jours de repos supplémentaires pourraient à la longue se transformer en un séjour prolongé à l'hôpital.

(Extrait du N° 53 de la V.O. Air France).

## A LA SNCF

### P.A.N. SUR LE LAMPISTE

A la suite de l'accident survenu la semaine dernière au passage à niveau d'Aubergenville, le garde-barrière a été écroué à la prison de Versailles.

Mais on peut dire, une fois de plus, que la responsabilité du G.B. est très douteuse. En effet, s'il a bien fait passer une voiture sans s'assurer qu'un autocar autre train ne venait, « Le Monde » du 8 septembre nous apprend que « l'employé, outre ses fonctions de garde-barrière, s'occupait également de la délivrance des billets et de diverses autres tâches dans la station » et que, de plus, il ignorait l'existence du second train qui écroua la voiture engagée.

La SNCF, pour faire l'économie d'un employé ou d'un passage à niveau automatique, emploie ainsi des hommes dans plusieurs postes simultanés, puis les laisse mettre en prison quand un accident se produit.

Le lampiste qui a été écroué, bien sûr. Mais c'est aussi à nous-mêmes que nous devons nous en prendre car nous devons refuser de faire les frais des économies de la SNCF, nous devons lui faire de faire deux choses à la fois, car, tôt ou tard, nous nous trouverons en difficulté et là, nous sommes seuls à en supporter les conséquences.

## CHEZ GENEVE

### UNE CLAUSE A CHANGER

Un certain nombre de camarades algériens sont rentrés de vacances avec un ou deux jours de retard. Rien d'étonnant à cela. Le voyage d'Algérie est long. Les lignes de navigation maritimes et surtout aériennes sont surchargées à cette époque. Il n'est pas toujours facile de trouver une place en temps voulu et le moindre incident entraîne un retard de plusieurs jours.

Cela n'a pas empêché la direction de prendre des sanctions. Certains ont été purement et simplement licenciés. Les autres ont perdu le bénéfice de leur quatrième semaine de congés payés.

Chaque fois que les patrons nous accordent quelques avantages c'est pour les lier à des clauses restrictives qui permettent souvent de reprendre d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. Ainsi pour la quatrième semaine. En liant celle-ci à la nécessité d'être exact à la rentrée, nous sommes nous-mêmes liés un peu plus encore à la boîte, et sa discipline.

Nous sommes encore un peu moins libres puisqu'il nous est maintenant impossible de prendre quelques jours supplémentaires de vacances, même à notre compte, sans perdre beaucoup plus d'argent.

On nous a présenté l'année dernière la quatrième semaine comme une grande victoire de la classe ouvrière. En fait pour que ça en soit simplement une toute petite, il y a encore des clauses à changer.

(Extrait du numéro 79 de la V.O. Genève).

## CHEZ LIP

### DAMES PATRONNESSES OU DELEGUES OUVRIERS ?

Nos délégués du Comité d'entreprise se sont réunis cette semaine à maintes reprises pour débattre des problèmes importants tels que le choix entre des bonbons acidulés ou fourrés pour l'arbre de Noël, ou l'attribution d'un logement que la direction avait déjà attribué.

On peut distinguer quatre catégories de commissions du C.E. :

- 1) Celles qui n'ont d'existence que sur le papier (ex. : journée continue).
- 2) Celles qui fonctionnent, mais qui n'ont aucun pouvoir de décision, les mesures étant prises à l'avance en « haut lieu » ex. : logement, suggestions.
- 3) Celles que nous baptisons « dames patronnesses » ex. : prêts-secours, arbre de Noël, etc...
- 4) Celles qui sont valables du point de vue syndical et ouvrier. Ex. : Hygiène et Sécurité, Bibliothèque.

N'oublions pas enfin la... figuration de deux délégués tenus par le secret professionnel, au Conseil d'Administration.

En dehors de la quatrième catégorie, les délégués au C.E. ont donc pour rôle, soit d'enregistrer, soit de gérer les œuvres de charité, dont le Fred détient d'ailleurs les cordons de la bourse. Que les ouvriers aient le droit de contrôle sur la ventilation des fonds, d'accord. Mais qu'ils perdent leur temps à soi-disant gérer, c'est autre chose. La collaboration de classe, et qui plus est, sur des voies de garage. Les 20 heures allouées aux délégués du C.E. sont une conquête des plus utiles. La Bibliothèque suffirait à lier et à absorber, et il y a aussi toute une bagarre à mener sur l'hygiène et la Sécurité. Qu'on laisse le reste à l'Assistante Sociale dont c'est le métier.

(Extrait du n° 100 de la V. O. Lip).

ne et la Sécurité. Qu'on laisse le reste à l'Assistante Sociale dont c'est le métier.

(Extrait du n° 100 de la V. O. Lip).

## AUX COMPTEURS

### LA MAUVAISE SOUPE

Jeudi dernier un camarade qui avait oublié ses tickets de couleurs, s'est vu retirer de son plateau ses suppléments. Une assiette de haricots verts et un bout de bidoche c'est maigre pour tenir cinq heures et demie sur une machine.

Ce fait divers en régime capitaliste ne nous étonne pas. Mais dans ce cas il s'agit des sous du C.E.

Le patron ne fait pas une bêtise lorsqu'il fait gérer la cantine par le C.E. Il se décharge en distribuant quelques sous, qu'il nous fait suer, de tous les engagements que celui-ci peut occasionner. Mauvaise qualité des plats ou bien des mesures impopulaires tels que l'augmentation des prix des repas, chose que nous devons bientôt avaler.

Les représentants ouvriers au lieu de se transformer en marchand de soupe, feraient mieux de s'occuper de l'organisation de nos luttons.

(Extrait du N° 5 de la V.O. Compteurs - Montrouge.)

## AU DPT 37 DE LA RNUR

### C.Q.F.D.

La cantine, sujet de mécontentement permanent, est, paraît-il, Refrain connu. Alors pourquoi dans ce cas s'obstiner à

en garder la gestion. La qualité des repas est telle, d'autre part, que bon nombre de militants C. G.T. connus pour leur attachement à la cantine préfèrent manger à la gamelle.

Amour du déficit et de la qualité, les faits parlent d'eux-mêmes.

(Extrait du N° 186 de la V.O. Dépt 37).

## BOYCOTT

Les comités d'entreprise, organes de collaboration de classe, mis en place à la Libération, ont une utilité certaine pour le patronat. Ils permettent de donner l'illusion que les ouvriers ont, par le canal de leurs représentants, voix au chapitre, contrôle de la production, possibilité d'intervention dans la gestion de l'entreprise.

Ils eurent effectivement le rôle de 1945 à 1947 époque où « Retrousser les manches » quand la renue du C.E. s'appelaient l'Accélérateur et que cet organe dénonçait les entraves à la production et où les augmentations de cadences étaient célébrées comme des victoires.

Maintenant que la Régie peut se passer de ce concours, il ne reste au C. E. qu'un rôle de dame patronnesse, agence de voyage, et sans oublier la célèbre gestion des cantines.

Nous l'avons dit, les militants ouvriers employés à ce travail auraient mieux à faire à lutter que de collaborer. C'est pourquoi nous voterons pas aux élections du C.E.

(Extrait du n° 32 de la V.O. R.N.U.R.)

# UNIS PAR LES MÊMES LIENS

## CHEZ CHAUSSON

### UNIS PAR LES MEMES CHAINES

Il est fréquent d'entendre certains d'entre nous se plaindre de la présence d'ouvriers étrangers qu'on rend responsables de no-

tre situation. « S'il n'y avait pas d'étrangers, le patron nous paierait à prix d'or notre travail. » Si nous nous mettons en grève, les étrangers ne suivront pas, et notre mouvement sera voué à l'échec. » De tels arguments ne servent que l'intérêt du patron qui, depuis toujours, mise sur la prétendue division entre les travailleurs. Division entre les différentes catégories (c'est-à-dire artificiellement, division entre les travailleurs et les travailleuses, division entre les travailleurs des différentes usines, différentes régions, etc.

Et cette division est, en fin de compte, entretenue par les organisations syndicales qui devraient représenter les intérêts des travailleurs. Tout le monde n'est pas au même niveau de conscience, alors on nous fait de brayer par équipe, par chaîne, par usine, par corporation.

On laisse 200.000 mineurs en grève pendant un mois, isolés ; on laisse les travailleurs de Saint-Nazaire isolés dans leur lutte contre les licenciements et après que les patrons des chantiers aient réussi leur mauvais coup, c'est d'autres chantiers qui débouchent ; à présent, tout cela est d'autant plus regrettable que,

unis nous les sommes, mais par la même exploitation : plus de 40 heures par semaine dans toutes les usines ou chantiers de France, Face aux mêmes adversaires, les patrons et le gouvernement qui, eux, pratiquent une politique on ne peut plus unitaire en bloquant nos salaires et en s'attaquant à nos conditions de vie. Il est d'autant plus lamentable d'entendre dans la bouche d'exploités des arguments chauvins et racistes, que ces arguments ne tiennent pas. Il y a pas mal d'étrangers qui travaillent dans les mines : Italiens, Marocains, plus du quart des effectifs, et ils ont mené le combat avec la même décision que leurs camarades français en mars 1963. En Espagne, les mineurs des Asturies, les travailleurs de Madrid ou de Barcelone prouvent chaque jour dans des conditions beaucoup plus difficile qu'en France qu'ils n'abdiquent pas face aux patrons.

Si nous sommes décidés, ce n'est pas la passivité des travailleurs étrangers qu'il nous faut craindre.

Encore faut-il que nous soyons décidés.

(Extrait du n. 172 de la V.O. Chausson.)

## La chasse aux sorcières

### CHEZ RHONE-POULENC

### LA LIGNE GENERALE

La C.G.T. vient de nous administrer une nouvelle preuve du peu de démocratie qui a cours dans ce sein. Le Bureau de la section mensuels prétend exclure du syndicat deux de ses membres, dont son secrétaire-adjoint, pour n'avoir fait qu'appliquer une décision prise en juin dernier par la Commission exécutive de la Section.

Mais cette décision gênait les bureaucraties qui prétendent faire la loi dans le syndicat, car il s'agissait de porter à la connaissance de tous les syndiqués le compte rendu de la discussion du programme revendicatif.

On pourrait penser que, dans un véritable syndicat, le programme est le fruit des discussions entre tous les militants, dans l'esprit le plus large et le plus ouvert. Mais c'est en réalité le contraire qui se passe et c'est la tête de la C.G.T. qui veut imposer sa « ligne » aux syndiqués.

Bien audacieux sont ceux qui veulent lutter contre ces méthodes et faire entendre leur voix dans le syndicat : les bureaucraties et les fantoches qui veulent monopoliser l'organisation des travailleurs ne peuvent le tolérer et font tout pour les en chasser. Mais une organisation où se pratiquent de telles méthodes ne peut pas être une véritable organisation de travailleurs : on ne peut pas, à la fois, jouer aux chasseurs de sorcières parmi les syndiqués et représenter fidèlement les aspirations des travailleurs.

## CHEZ THOMSON

### CENSURE

La direction a censuré une affiche de la C.G.T. du panneau syndical en prétextant qu'il était question de politique. Bien que nous ne soyons pas d'accord avec la direction de la C.G.T. nous trouvons inadmissible une telle censure. D'abord parce que nous pensons que la défense des intérêts des travailleurs, c'est le syndicalisme mais aussi la politique. On s'arrête l'un et on commence l'autre. Les patrons s'abstiennent-ils d'écouter eux de la politique? Ne mettent-ils pas en place les gouvernements qui leur permettent de maintenir plus fa-

ilement la classe ouvrière dans son oppression économique?

La Convention collective prévoit la possibilité de l'affichage syndical seul. Cela est trop restrictif. Ce qu'il nous faut, c'est le droit de défendre les intérêts ouvriers quels qu'ils soient. Et pour cela il faut la liberté d'affichage et de circulation de toute presse ouvrière, qu'elle soit syndicale ou pas, à l'intérieur des usines.

Si nous avons à signer une nouvelle convention collective, la nous de veiller à ce que cela soit inclus.

(Extrait du N° 147 de la V.O. Thomson.)

# Le droit à la parole

# “ Organisation “ capitaliste

CHEZ DESFOSSÉS

## BOURGEOS OU PROLÉTAIRES

A la commandite, la situation va en empirant puisque de nouveau six membres ont été licenciés et ce par les participants eux-mêmes puisqu'ils sont socialement leurs propres patrons. Depuis 1937, date de sa fondation, la Commandite n'a cessé de fondre en effectif. De 78 membres, elle est passée à 49 (46 maintenant). Pourquoi ? Parce que tout patrons qu'ils soient, ses membres ne le sont qu'à petite échelle et dépendent avant tout du bon vouloir de la S.A.P.P. et de ses clients. Et la direction Desfossez se sert adroitement de cette situation pour faire d'une pierre deux coups. D'abord en se déchargeant sur les autres de la responsabilité de licencier du personnel et en provoquant par la disparition lente mais sûre de la composition, celle à venir de l'impression typo. Plus de compo, plus d'impression typo, tel sera son argument et le travail sera fait par la S.I.R.O. qui en a déjà absorbé une partie. La Commandite apparaîtra ainsi comme ayant provoqué cette conséquence. Loin de nous la pensée de défendre en quoi que ce soit le système caduc de la commandite. Ce sont des petits patrons et ils agissent comme tels. Mais il faut pouvoir

voir derrière les apparences. Cela nous montre de façon saisissante qu'en régime capitaliste et à plus forte raison actuellement, à l'époque de la grande industrie, il n'y a pas de gestion ouvrière possible, pas de socialisme à petite échelle possible, chacun dans son petit coin. Même pas de place possible pour l'artisanat. Les rêves des Proudhoniens sont condamnés par l'histoire. Le drame de la Commandite, c'est le drame des classes, derrière la bourgeoisie, périssent et finalement tombent ou retournent au prolétariat car, dans la famille bourgeoise, les places se font chères et de plus en plus rares. C'est le drame de l'illusion petite bourgeoise d'échapper à l'implacable lutte de classes, d'échapper au Proletariat.

Cela dit, six personnes sont revenues à l'état de prolétaires et de chômeurs. Deux seulement seraient reclassées. Parmi les licenciés, il y avait une femme âgée de 61 ans et un sourd-muet (36 ans de travail). Pour eux, c'est la condamnation. En cela, on peut reprocher aux membres de la Commandite d'avoir manqué d'esprit de solidarité, en n'accrochant pas la répartition du travail entre tous, en ne luttant pas pour le reclassement dans l'usine de ceux qu'ils licenciaient. Ils n'ont pas compris qu'ils sont irremédiablement condamnés. Ils ont préféré la solution égoïste pour conserver une coque de noix

qui prend l'eau de toute part et ils s'ombrent avec. Entre la bourgeoisie et le prolétariat, il faut choisir.

(Extrait du n° 97 de la V.O. Desfossez.)

A LA THOMSON

## POUR UN VERITABLE RECLASSEMENT

Il y avait peu de travail à l'atelier de bobinage de G2. En attendant, la maîtrise faisait effectuer des travaux de rangement aux ouvrières. A la réunion de CE, à la fin de la semaine dernière, la Direction annonçait aux délégués que le bobinage de G2 allait être dissous. Cela parce que le travail qu'il faisait au préalable sera fait par les ateliers de bobinage d'autres usines (Laval, Sartrouville). Quant au personnel, il a été question que les plus qualifiées restent à faire du bobinage à l'atelier de G1, et pour les autres, ainsi que pour les ouvrières de G1 qui seraient remplacées par les P2 de G2, la Direction n'a pas donné de grandes précisions sur leur condition à venir.

Pour nous, tous doivent retrouver des conditions qui ne leur soient désavantageuses en rien. Car si il y a réorganisation, c'est par ce que la T.M. grâce au travail de ses ouvrières, a acquis de nouveaux ateliers, de nouvelles usines. Ce n'est pas à nous de payer encore la réorganisation. Et, quand nous disons les mêmes avantages, il ne faudra pas oublier de compenser le fait que retourner à la condition d'apprenti dans une autre spécialité, ce n'est pas toujours drôle quand subsistent les tracasseries de la maîtrise. Il ne faudra pas oublier non plus dans la paye que la plupart pensaient passer soit P1 soit P2 à un moment ou l'autre grâce aux années de pratique au bobinage, ce qui paraît plus difficile si ces ouvrières sont reclassées au câblage ou à une toute autre spécialité.

Dans la production capitaliste, il y a en permanence des secteurs qui naissent ou qui disparaissent, que ce soit à l'échelle d'une usine ou d'un pays. Chaque fois que les patrons entretiennent une possibilité de faire plus de profits, ils font une « réorganisation ». Que cela ne désorganise pas la vie du travailleur, c'est à nous tous de leur imposer, car ils préfèrent toujours la solution de facilité, celle qui leur coûte le moins cher.

(Extrait du n. 147 de la V.O. Thomson.)

## Quand le patron « organise » les travailleurs Un nouveau syndicat « indépendant »

### UN SYNDICAT « INDEPENDANT » GENEVE ?

Le bruit court actuellement dans l'usine qu'un syndicat « indépendant » Genève serait sur le point de se former avec l'appui plus ou moins officiel de la direction. Ce n'est peut-être pas vrai. Ça peut-être aussi. Il nous faut de toute manière y prendre garde puisque la méthode a déjà été utilisée par la direction SIMCA, dont dépend maintenant Genève.

Si c'est oui, nous savons dès maintenant à quoi il pourra servir. Dans un premier temps, installer les propres porte-parole de la direction parmi nous et tenter de désorganiser nos luttes. Dans un second, si nous laissons faire, participer à une offensive de la direction contre les organisations et militants ouvriers afin de les éliminer de l'usine. A la fin constituer, comme à SIMCA, une chiourme parallèle à celle des chefs.

Le problème est de savoir s'il peut se trouver parmi nous des ouvriers assez inconscients ou plats devant la direction, pour participer à la chose ? Ceux qui seraient tentés de le faire dans l'espoir de se faire bien voir de la direction et d'en recevoir ainsi quelques miettes, doi-

vent prendre garde qu'ils se conduisent ainsi en jaunes. En conséquence, nous les considérons comme nos ennemis directs puisqu'alliés du patron, et nous les traitons comme tels.

Quant à ceux qui accepteraient par inconscience, parce qu'ils sont dégoûtés des grandes organisations syndicales actuelles et de ce qu'elles font, ou plutôt ne font pas, ils doivent comprendre que ce n'est pas là la manière d'en sortir. Certes, les syndicats que nous avons ne sont pas parfaits, loin de là. Nous sommes les premiers à « Voix Ouvrière » à les critiquer. Certes, très souvent, la démocratie n'y existe pas, nous ne pouvons pas y faire entendre notre voix, ou alors de toute manière les bureaucraties qui les coiffent n'en tiennent aucun compte et mènent nos luttes en dépit du bon sens, ou le plus souvent ne les mènent pas du tout. C'est d'accord. Mais un syndicat à la solde de la direction, indépendant de tout excepté du patron, ne les mènera pas mieux que les bureaucraties staliniennes, chrétiens ou autres.

Sur le chapitre des organisations ouvrières, il y a beaucoup à changer ou à créer, à Genève et partout ailleurs. Mais cela, aucun syndicat indépendant maison ne le fera. Nous pouvons en être sûrs.

(Extrait du n° 79 de la V.O. Genève.)

### Qui est responsable...

## Les nationalisations ou le système ?

### LE NEZ DANS LE S.I.R.AGE

Il y a longtemps que le S.I.R. avait trouvé le responsable de tous malheurs. Si tout va mal à la Régie c'est la faute de « la nationalisation », c'est à cause de la gabegie, de la corruption, du système des petits copains et autres rats autour du bon fromage.

C'est facile à dire et ça plaît. Mais c'est une grossière supercherie. Les travailleurs de chez Peugeot qui font 32 h. et ceux de chez Simca qui perdent aujourd'hui de 110 à 170 F pour deux semaines en savent quelque chose.

Certes, la nationalisation ne nous protège pas, elle n'améliore pas notre sort, mais elle ne l'ag-

grave pas non plus. La nationalisation sur les patrons, tous les patrons aide la machine capitaliste à fonctionner malgré ses rouages pourris. La société n'est pas malade parce qu'il y a des nationalisations. C'est le contraire, c'est parce que la société est malade qu'elle a besoin de nationalisation.

C'est pourquoi il nous faut voir plus loin et nous le répons : « Les entreprises qui appartiennent à l'Etat doivent rester nationalisées. Celles qui ne le sont pas encore doivent le devenir. Mais c'est l'Etat qui doit cesser d'appartenir aux capitalistes et passer aux mains des travailleurs. »

(Extrait du n° 32 de la V.O. - R.N.U.R.)

NOUS ne pouvons, faute de place, publier des informations extraites de tous les bulletins « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, tous les échos concernant telle ou telle entreprise. Nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotypés pour leur en faire un service régulier contre la somme de 2 francs en timbres ou à noter C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition.

En voici la liste :

- AIR FRANCE. — Orly Nord.
- ANTAR. — Donges (L.A.).
- ASSISTANCE PUBLIQUE.
- ASSURANCES GEN. — Paris Richelieu.
- BERLIET. — Lyon Venissieux.
- CABLES DE LYON.
- C.A.F. — Paris (rue Viala).
- C.A.F.L. — St-Chamond (Loire).
- CARNAUD. — LYON.
- CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE.
- CHAUSSEON. — Gennevilliers.
- CHEMINOTS. — Région parisienne.
- CHEMINOTS. — Chapelle Triage.
- CITROEN. — Région parisienne.
- CLIE DES COMPTEURS. — Montreuil.
- CREDIT LYONNAIS. — Paris Richelieu.
- C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
- C.S.F. — Levallois (Seine).
- DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux (S.).
- GENEVE. — Ivry (Seine).

- HISPANO-SUIZA. — B-Colombes (S.).
- HOSPICES CIVILS DE LYON.
- L.I.P. — Besançon.
- MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
- NEVRYCIC. — Grenoble.
- PANHARD. — Paris XIII.
- PEUGEOT. — Sochaux.
- P.T.T. — Toulouse.
- QUAIS ET DOCKS. — Marseille.
- RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
- R.N.U.R. — Bâtiment C.
- R.N.U.R. — Bureaux.
- R.N.U.R. — Département 18.
- R.N.U.R. — Département 37.
- R.N.U.R. — Entretien.
- R.N.U.R. — U.5.
- ROUSSEL-UCLEAF. — Romainville (S.).
- SAVTEM. — Saint-Ouen (Seine).
- S.M.P.A. — St-Nazaire.
- S.N.E.C.M.A. — Paris XIII.
- THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

## • VU DE NOTRE FENÊTRE...

### MAURIC S'OPPOSE

Nous ne pouvons résister au plaisir, une fois n'est pas coutume, de citer François Mauriac. Dans son « bloc-notes » du dernier Figaro Littéraire il écrit en effet :

« J'ai beau figurer dans les caricatures comme l'un de ses flagorneurs, je ne me sens pas toujours d'accord avec le « pouvoir ».

Mauriac passerait-il dans l'opposition ? Et oui ! Bille en tête, courageusement, il continue bravement :

« Cette tournée du général en Amérique du Sud, par exemple, je la redoute, je la déteste, elle m'apparaît comme une sorte de provocation au destin, sur tous les plans et dans tous les ordres... Je me demande si le personnage déjà légendaire ne cède pas pour la première fois au vertige de sa propre légende, s'il ne commence pas à s'y enliser. Les bénéfices escomptés seront-ils à la mesure des risques courus. »

Sacré François, va ! Voilà qu'il a peur pour son général. Et après tout, et si les bénéfices en question (on reconnaît bien là d'ailleurs la précision littéraire de Mauriac) ne valaient pas les risques courus ? C'est ça qui serait grave !

A noter en passant qu'effectivement

ces salauds de bourgeois nous vraiment indécents d'envoyer si loin et si haut et pendant si longtemps, pour traiter leurs petites affaires, un commis voyageur d'un âge plus qu'avancé, amputé de surcroît et qui devrait être à la retraite depuis longtemps.

### QUAND LES BARBARES PAVOISENT

En Afrique du Sud, où règne la pire des ségrégations, un décret vient d'interdire aux noirs de toucher le drapeau national, sous prétexte qu'ils le salissent !

On peut être persuadé que les noirs se foutent éperdument de toucher ou pas un bout de chiffon qui sert d'amulette à des gens dits civilisés.

Pour ce qui est des pauvres types qui ont signé ce décret, on pourrait leur faire remarquer qu'ils ne sont pas si regardants quand les noirs se font leur « sous les drapeaux » ; là, on leur accorde même la priorité.

En tout cas, cela prouve une chose : malgré tout ce qu'on peut raconter les journaux, sur le Congo par exemple, les « sauvages », les « barbares », les « arriérés » ne sont pas du côté qu'on pense.

Et devant une telle bêtise, il y a de quoi prendre son arc et ses flèches...

### DES CHIFFRES SUR UNE PRETENDUE CRISE

Si la Presse et la Radio se sont depuis quelques temps tellement complues à nous décrire ce qu'elles appellent la crise de l'automobile, c'est que patronat et gouvernement ont le ferme espoir d'utiliser ce qui se passe dans l'automobile pour créer parmi les travailleurs un climat de crainte, pour essayer de leur faire admettre que ce n'est pas le moment de revendiquer. Mais, outre que le chômage est la plupart du temps provoqué par un enrichissement des patrons et que cela n'est pas un motif pour accepter un accroissement de la misère des ouvriers, les chiffres sur l'emploi prouvent que nous sommes en même position pour lutter que les années passées.

« La situation de l'emploi s'est à peine détendue » titre « Le Monde » du 17-9-64. « Selon le ministère du Travail, on ne recensait au 1<sup>er</sup> septembre que 778 offres d'emploi de moins qu'il y a un an et 2.711 demandes d'emploi de plus (rapatriés exclus). Soit une variation de 1,4 % dans le premier cas et de 3,6 % dans le second. Or, chacun s'accordait à qualifier de tendu le marché de l'emploi il y a un an... » Apparemment

la diminution des effectifs au travail dans l'industrie automobile et le gonflement de la main-d'œuvre étrangère ces derniers mois ont été complètement absorbés par le développement de l'activité dans d'autres secteurs. » Le même article signale encore que le nombre des chômeurs secourus, qui était de 17.022 en septembre 1963, est en septembre 1964 de 17.445.

Autant de chiffres qui nous montrent que le besoin de main-d'œuvre est encore le problème numéro un du patronat français. Jusqu'à présent, nous n'avons pas su en profiter, mais nous avons encore le choix, avant que nous ayons affaire à une de ces véritables crises qui sont de toute manière, à plus ou moins brève échéance, le lot de la société capitaliste.

Prière d'adresser la correspondance à  
**VOIX OUVRIERE**  
 29, rue de Château-Landon  
 PARIS (10<sup>e</sup>)  
 et d'envoyer les fonds à  
**M. Maurice SCHREDT**  
 (même adresse)  
 C. C. P. 9424-78 - PARIS

(Suite de la page 1)

# La brève histoire de la commission jeune C.G.T. des usines Rhône-Poulenc à Vitry

DANS les entreprises comme dans les sociétés, les jeunes ont une place à part. Plus exploités, plus brimés encore que les adultes leur sincérité, leur enthousiasme, leur façon entière de voir et de juger les problèmes en font, lors des luttes, l'avant-garde des combattants ouvriers, et, quotidiennement, tant qu'ils n'ont pas été « dressés » comme leurs aînés par des années d'exploitation, ils sont ceux qui donnent du fil à retordre à toute la hiérarchie quasi-pénitentiaire qu'est la maîtrise des grandes entreprises et leur police que les travailleurs appellent d'ailleurs la « chourme ».

— Il y a 3 ans (vers octobre 61) à la suite de la 2e conférence nationale de la Jeunesse, quelques jeunes formaient une commission de Jeunes. A l'époque, tous étaient au P.C.F. ou sympathisants, sauf 1 catho de la C.G. (qui était fier de faire de la propagande contre les subventions à l'école libre).

— A l'époque, il y avait 2 militants fermes (1 catho, 1 P.C.F.). Le reste des jeunes se divisait encore en 2 parties : 2 ou 3 s'intéressaient à la commission de Jeunes, les autres s'en moquaient. Peu de chose fut fait à l'époque, mais cela mérite quand même d'être signalé.

Deux tracts furent édités. Le premier attaqua violemment la formation professionnelle en des termes peu habituels et fit beaucoup de bruit à l'époque.

Le chef du personnel avait convoqué les jeunes dans son bureau, les sermonant copieusement et les traitant de « fils indignes ». L'algarrade fut telle que pour en donner une idée on peut dire que jamais depuis il n'est permis de convoquer des militants dans son bureau pour leur faire part de ce qu'il pensait d'un tract.

On peut dire aussi que ce tract malgré une diffusion très modeste a circulé dans plusieurs boîtes de la région parisienne. Les gars même non-syndiqués, se les repassaient aux cours.

L'activité de cette C.J. s'est limitée à cela, elle a vécu jusqu'à mars 62. Ensuite, principaux animateurs étant partis à l'armée, et n'ayant pas recruté, elle cessa de vivre jusqu'en novembre 1963.

C'est le 16-11-63 pendant une grève que la section syndicale des mensuels décidait de reformer la commission de jeunes. Au départ il y avait 1 ou 5 jeunes (dont 3 seulement de la Ire commission de jeunes). Très rapidement ils recrutèrent 13 camarades, dont plusieurs avaient l'air d'être bouillants, ils prouvèrent par la suite qu'ils l'étaient réellement.

Cette fois, au lieu de faire des tracts, les jeunes décidèrent de se grouper autour d'un journal à distribuer de la main à la main à l'intérieur de l'usine.

Dès le premier numéro, il apparut clairement que le point de vue du syndicat parisien et celui des jeunes étaient très différents.

Les jeunes voyaient un journal très libre où on parlerait de tout ; le syndicat parisien voulait un journal de propagande C.G.T., qui montrerait le grand syndicat, avec les revendications des jeunes etc., en fait un journal pour le syndicat mais pas un journal pour les jeunes.

Dès le premier numéro, il y eut un accrochage avec le secrétaire du Syndicat Parisien. Chose curieuse, tous les jeunes venus à Paris pour discuter avec le secrétaire du Syndicat Parisien, repartaient avec une antipathie à peine dissimulée, il était clair qu'ils ne parlaient pas le même langage.

Sur le premier numéro, il y a pas mal à dire.

Croyant que les jeunes voulaient faire le bla-bla-bla habituel, le secrétaire leur donna les moyens de taper et de tirer leur journal. Cependant il contrôla des textes et discuta pas mal notamment sur la formule tribune que les jeunes voulaient donner au journal, ce qui l'effraya complètement. Il leur reprochait aussi de s'occuper des problèmes généraux du syndicat (40 heures) et des problèmes qu'il valait mieux ne pas toucher (les objectifs de conscience).

Néanmoins après maintes discussions, le premier numéro fut tiré ?

Tout de suite, ce fut l'accrochage à tous les stades du syndicat. A l'époque nous avons vu, alors que les jeunes n'ont jamais été mis au courant, que la fédération avait copieusement réprimandé le secrétaire du Syndicat Parisien qui avait accepté de tirer un tel journal.

Accrochage aussi entre le syndicat parisien et les jeunes au sujet d'un bulletin d'adhésion que le bureaucrate de Paris avait cru bon d'inclure dans le journal sans leur demander leur avis, fait qui fut désavoué par l'unanimité des jeunes.

Néanmoins ce journal ne fut pas mauvais, certes, loin d'être parfait mais cela changeait un peu du baratin habituel.

Il fut distribué à 180 exemplaires et, ce qui aussi déplaît forcément au syndicat parisien, c'est que les jeunes qui allaient aux cours en passèrent quelques exemplaires à leurs amis qui travaillaient dans d'autres usines.

Après les divers accrochages au sujet de ce bulletin, les jeunes, qui avaient bien réagi en se mon-

Nous contons ici la brève mais révélatrice histoire de la Commission des jeunes C.G.T. de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry.

Les jeunes qui ont fait partie de cette Commission n'étaient guère conscients du fait qu'ils se heurtaient naïvement à une bureaucratie syndicale, fossilisée mais efficace à se défendre elle-même.

Cette histoire est banale tellement elle est fréquente mais c'est justement ce qui nous paraît intéressant à divulguer tellement il est vrai que ce sont les bureaucrates syndicaux qui sont responsables de la désertion des syndicats par les travailleurs et plus particulièrement par les jeunes.

trant relativement fermes pour des jeunes militants se sentent un peu galvanisés. D'autant que dans le même temps 2 ou 3 jeunes recrutés étaient venus grossir le groupe dont le poids augmentait dans la section syndicale où tout le monde parlait de lui.

Mais il n'y avait encore dans l'esprit de personne, des accrochages étaient dus à l'antagonisme entre les travailleurs et la bureaucratie syndicale. Dans l'esprit de tous ils faisaient partie de la grande famille de la C.G.T., tous des frères, etc. Ceci se passa fin décembre, début janvier. Il y a peu à dire sur le bulletin de février qui d'ailleurs est de qualité assez médiocre. Sauf la dernière page d'actualités que les bureaucrates trouvèrent un peu trop « politique ».

Mais cette fois, refroidis par la première expérience, ils refusèrent de donner les machines à écrire, et le papier pour que les jeunes tirent eux-mêmes, prétextant qu'ils avaient de la main-d'œuvre, du temps, et que eux étaient là pour ça !

Au troisième numéro, ce fut le heurt qui révéla les antagonismes.

Les textes furent envoyés au syndicat parisien qui les refusa purement et simplement. Il fallu que les jeunes discutent sur chaque article, sur chaque phrase. Ils allèrent trois fois à Paris pour discuter avec le secrétaire. Comme lui ne voulait pas céder et les jeunes non plus, cela n'avancait pas.

C'est pendant cette période que les principaux militants de la commission de jeunes comprirent ce qu'était le bureaucratisme de la C.G.T.

Lors d'une entrevue à Paris avec le secrétaire parisien, il y eut une discussion qui par la suite éclaira bien des esprits. C'était dans la semaine qui précéda le 11-4-64. Il devait y avoir une réunion des représentants de toutes les usines du groupe Rhône-Poulenc le dimanche. Voici à peu près les termes de la discussion !

Le Secrétaire. — Comment ça va chez vous ?

Le jeune. — On prépare la réunion de dimanche.

Le secrétaire. — Quelle réunion ?

Le jeune. — Ben la réunion entre les copains des différentes boîtes du trust !

Le secrétaire. — La réunion n'aura pas lieu.

Le jeune (étonné). — Pourquoi ?

Le secrétaire. — La C.A. fédérale s'est réunie et a estimé que cette réunion était inopportune.

La discussion s'arrêta là, les choses se précisaient, ils sortirent. Le lendemain, à l'usine, le secrétaire de la section ouvrière les informait que la réunion n'aurait peut-être pas lieu ! Ce qui acheva de les convaincre du coup monté puisque le secrétaire était à la C.A. fédérale il savait donc que la réunion n'aurait pas lieu.

Pour en revenir au journal, les pourparlers entre le syndicat parisien durèrent au moins 2 mois avant que l'accord se fit sur les textes. Ils n'avaient pas réussi à imposer tous les points mais quelques-uns quand même y étaient. Le journal fut tiré. Mais il fut tiré avec une présentation si médiocre que les jeunes à l'unanimité refusèrent de le distribuer. Cela commença à sérieusement à ruiner dans les bancs et la question fut portée devant la section syndicale des mensuels où, après discussion, on décida de faire refaire une partie du journal qui fut en définitive distribué avec 3 mois de retard.

Mais avec toutes ces roueries, les jeunes prirent conscience que le syndicat était aux mains d'un appareil sclérosé. Une fraction importante se prononça contre les bureaucrates et pour un syndicalisme véritable.

Parmi les jeunes qui ont participé à la C.J. (ils s'y réunissaient souvent plus de 10, ce qui est un record, quand on pense que la section Syndicale Ouvrière se réunit souvent à moins) les idées révolutionnaires ont une influence certaine ou plutôt les idées antibureaucratiques sont très développées car encore trop peu de camarades s'intéressent aux idées révolutionnaires, mais ça vient.

Michel LAGRANGÉ

LIRE LA « V. O. », C'EST BIEN, LA SOU-TENIR, C'EST MIEUX.

possible de l'Amérique latine, ce n'est pas parce qu'ils pensent, bien sûr, que « l'aide » économique, toute intéressée, de la France puisse leur permettre de construire le socialisme, ni même de soulager la misère effroyable des masses. La seule classe sociale qui trouve un intérêt véritable dans cette aide, c'est, dans ces pays, la bourgeoisie nationale. Elle, a des raisons d'applaudir De Gaulle. En demandant aux ouvriers, aux paysans, aux chômeurs d'en faire autant, les organisations de gauche d'Amérique latine nous montrent leur vrai visage politique.

Et si les plus ou moins « pro-capitalistes » de tous ces pays se trouvent ainsi à la remorque de leur propre bourgeoisie, quoi d'étonnant, puisque à Cuba même, comme les membres de l'U.E.C. qui y ont effectué un voyage cet été l'ont rapporté, De Gaulle est très populaire.

Et si tout cela nous permet à nous, militants français, de juger le « socialisme » de ces gens-là, cela doit nous permettre aussi d'apprécier ce que valent les chantres français de ce « socialisme ». Car, si ceux qui découvrent chaque jour le socialisme quelque part, sous une forme « spécifique », se trouvent placés devant une telle contradiction, c'est parce que seul l'internationalisme véritable (celui du prolétariat révolutionnaire) peut avoir une même politique vis-à-vis de tous les laquais de l'impérialisme où qu'ils se trouvent et quel que visage qu'ils aient.

## POLYCENTRISME et MONOLITHISME

(Suite de la page 1)

peut-être, bien que la situation internationale ait changé si, justement, le parti de Togliatti donne quelques bons gages bien sentis à sa bourgeoisie, en rompant avec Moscou par exemple. Mais la situation italienne n'est pas encore assez mûre pour que les dirigeants « communistes » italiens soient placés devant ce choix. Leur bourgeoisie ne leur offre rien pour le moment, tout au plus leur laisse-t-elle entendre qu'il n'est pas impossible, qu'un jour, cela arrive. Et cette fois-ci encore, s'il y a une rupture publique (la rupture profonde est déjà plus qu'en cours), l'initiative en viendra de Moscou.

Roger GIRARDOT

## • VU DE NOTRE FENÊTRE...

### IL EST DIFFICILE DE PLAIRE A TOUT LE MONDE

Le parti communiste japonais est pro-chinois comme d'autres sont pro-russes. C'est dire qu'il défend systématiquement les positions politiques des dirigeants de la Chine y compris dans le domaine international. Jusque-là ce n'est guère plus drôle que de voir le P.C.F. défendre celle de l'Union Soviétique.

Mais aujourd'hui cela se complique. Suivons le guide. Les U.S.A. et l'Union soviétique ont signé le traité de Moscou, ou ils s'engagent à ne plus faire d'expériences atomiques dans l'atmosphère. La Chine, elle, s'est prononcée contre au nom son droit à faire de telles expériences pour pouvoir elle aussi mettre au point des bombes atomiques et pour pouvoir éventuellement se défendre. De Gaulle aussi, nous le savons bien, mais sa situation est différente et nous ne mélangeons pas les choses : les dirigeants chinois ne les mélangeaient eux-mêmes.

Or donc, le parti communiste japonais défend la position de la Chine, le droit pour elle et le droit pour la France, en tant que nations indépendantes de se donner un armement atomique garant de cette indépendance.

Mais parler bombes atomiques au Japon, c'est aussi populaire que parler corde dans la maison d'un pendu. Et pour éviter de se laisser déborder par le parti socialiste japonais qui, lui, défend le traité de Moscou, avec d'ailleurs le soutien de l'Union soviétique, le parti communiste japonais est bien forcé quand même de prendre position contre la fabrication par le Japon d'éventuelles armes atomiques.

Comment le justifie-t-il ? Ben c'est pas dur : le Japon n'étant pas indépendant politiquement des Etats-Unis, il n'a pas de raison d'avoir des bombes. C.Q.F.D.

### IMPOTS SCELERATS !

Malgré les déclarations gouvernementales sur la réduction de l'impôt sur le revenu, bon nombre d'entre nous se retrouvent avec des « avertissements » dont les chiffres, dans leur langage dur et sec, viennent infirmer les grandes déclarations du bon Giscard.

L'Etat, par n'importe quel moyen, remplit ses caisses perpétuellement vides, et pour ce faire il trouve encore le moyen de nous imposer sur notre salaire qui pouvait très bien se passer de cette ponction supplémentaire, dans la mesure où déjà en tant que consommateur, nous devons payer à travers nos achats toutes les taxes et impôts de toutes sortes qui viennent grever les prix des marchandises.

Dans le projet de budget nous pouvons noter une fois de plus que les dépenses militaires vont s'accroître pour l'an prochain de 14,1 %, contre seulement 7,7 % au budget d'équipement civil. L'Etat qui est au service de la bourgeoisie, subventionne déjà largement les gros trusts par l'intermédiaire de sociétés nationales comme l'ED.F. et la S.N.C.F. sans oublier les sommes énormes prélevées au profit de « la force de frappe » qui sert les capitalistes, et nous fait supporter les frais d'une politique dont nous ne pouvons rien, ouvriers et consommateurs, aucun profit.

Ce n'est pas une diminution quelconque de l'impôt sur les salaires qui arrangerait les choses pour nous mais bien la suppression pure et simple de cet impôt scelerat.

### FAITES CE QUE JE DIS... MAIS NE FAITES PAS CE QUE JE FAIS

La presse a beaucoup parlé des « opérations-survie » auxquelles se livre l'armée de temps à autre, à la suite du décès d'un soldat et de l'intoxication de plusieurs autres qui avaient au cours d'une telle garden-party dans les Pyrénées tentés de se nourrir en mangeant des racines d'aconit.

L'armée essaye d'entraîner ainsi les hommes des commandos ou les équipages d'avions risquant d'être abattus en territoire « ennemi » à survivre sans autre ressource que leur connaissance de la nature et leur ingéniosité.

Nous ne discutons pas de l'intérêt de ces choses mais ce qui nous paraît le plus coquin c'est que toujours d'après la presse (« France-Soir », 18-9) les expériences ont lieu sous la direction d'un médecin-colone, auteur d'un ouvrage intitulé : « Comment tromper sa faim... » et qui pèserait la bagatelle de 115 kilos. L'autre, pas l'ouvrage.

Il faut croire sans doute qu'il avait expérimenté par lui-même toutes les méthodes qui ne convenaient pas.

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'imperialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme et abolissant les classes et l'état garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale s'organisant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement déceint les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochant désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs,

### « VOIX OUVRIÈRE »

- veut :
- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# DANS LA CAGE AU LION

**N**OUS avons publié la quinzaine dernière une description des réactions des travailleurs de la Régie Renault, vus de l'intérieur, après la réduction d'horaires.

Le texte ci-après nous vient de Peugeot, et si nos lecteurs se souviennent de ce que nous disions des réflexions des ouvriers de la R.N.U.R. ils ne manqueront pas d'être frappés, tout comme nous, par la similitude et le parallélisme à peine démarqués de celles des ouvriers de la grande usine sochaliennaise.

De chaque côté d'une route nationale, à cheval sur Montbliard et Sochaux, s'étendent les usines Peugeot. De part et d'autre de cette interminable ligne droite, des murs, gris, sinistres, surmontés par endroits de barbelés, surplombés à intervalles réguliers par des cabines d'où les agents de ville surveillent la circulation.

Tout cet ensemble est dominé par un grand bâtiment, nouvellement construit, où sont installés les « grands » dirigeants qui dirigent l'exploitation des travailleurs Peugeot, comme au Moyen Age les seigneurs, du haut de leurs châteaux, dominaient toute l'activité des serfs. D'ailleurs, n'existe-t-il pas une véritable dynastie féodale Peugeot qui règne sans partage sur le pays ? Car tout porte ici l'empreinte de la grande famille : il y a des hôtels Peugeot, l'Ecole d'apprentissage Peugeot, mais aussi Peugeot aussi à la clinique, les magasins d'alimentation Ravi, les patronages, les clubs sportifs, etc. On travaille Peugeot (et durement !), certes, mais on loge Peugeot, on mange Peugeot, on roule souvent Peugeot, on se distrait Peugeot, les gosses s'instruisent Peugeot et vieillissent Peugeot.

Cinq jours de travail par semaine, quand il n'y a pas de jours chômés, huit heures par jour, c'est l'horaire actuel.

Dès 4 h. 30, la route est animée. C'est la première tournée de main-

d'œuvre ; des dizaines d'autocars amènent la « viande » (comme disent entre eux les patrons), ramassée jusqu'à 50 km à la ronde. Mais les travailleurs arrivent aussi à pied, en vélo, en cyclomoteur, en voiture (à plusieurs par véhicule pour partager les frais). C'est un long cortège qui se dirige vers les portières des ateliers fonderie, forge, emboutissage, carrosserie, mécanique, etc. Et, dès 5 heures, chacun est à son poste. La route est redevenue calme jusqu'à la prochaine tournée qui débarque à 7 h. 30. En tout, 25.000 ouvriers et employés répartis en trois équipes.

\*\*

A leurs postes, les travailleurs discutent entre eux, essaient de tirer des conclusions, bien souvent contradictoires, de la situation actuelle.

Généralement, personne n'est mécontent de la réduction de la semaine de travail. Quarante heures, c'est une nouvelle habitude qu'il se prend facilement. Mais bien sûr, le gros problème, c'est la paye. On fait des calculs. Les nouveaux loisirs que nous pourrions prendre nous sont refusés par suite du manque à gagner (10 % pour un O.S. 2). Les loyers des hôtels pour célibataires ont augmenté, et certains préfèrent retourner dans leur région, où ils pourront vivre à moindres frais

même si leur salaire est un peu plus faible.

L'inquiétude assaille certains : c'est la crise dans l'automobile, crise dans le textile, les chantiers navals ; ils s'interrogent sur la situation qui sera la nôtre cet hiver. Bien des projets envisagés pour l'année prochaine sont abandonnés. Les bruits les plus alarmistes, les canulars les plus bêtes troublent les esprits. Il y a à quelques jours, une « nouvelle » se répandait comme une traînée de poudre : le directeur Taylor était, paraît-il, viré. D'aucuns affirmaient : « C'est de sa faute si on a chômé. » (!!!). On a été jusqu'à dire que les responsables de l'entreprise étaient achetés... par Ford ! L'origine de ces bobards reste mystérieuse, anonyme.

D'autres font du racisme : c'est la faute aux travailleurs étrangers, « ils n'avaient qu'à rester chez eux, on n'a déjà pas tellement de travail... » et puis ils ne font jamais grève ». D'autres, encore, estiment que les commerçants, « plus voleurs les uns que les autres », vont en « prendre un coup » (ce qui nous fait une belle jambe !).

Un tel climat psychologique amène certains travailleurs à partir. La direction ne cherche pas tellement à les retenir. L'embauche est par ailleurs stoppée, les absents pour longue maladie, les jeunes qui rentrent du service militaire ne sont pas immédiatement réembauchés. S'il le fallait d'ailleurs pour « l'intérêt de la maison », la direction n'hésiterait pas à licencier des ouvriers, quitte à faire travailler les autres 48 heures par semaine, et ce, malgré les dires de ces messieurs.

Pour faire face aux départs, d'autres ouvriers ont été mutés pour les remplacer, à un taux souvent inférieur ; petit bénéfice, certes, mais qui, joint aux autres, grossira les profits Peugeot.

Beaucoup de travailleurs, surtout ceux qui sont en équipe, tentent d'arrondir leurs revenus en faisant du travail « noir », comme pompiste, charbonnier ou peintre. Cette pratique ne date pas d'aujourd'hui, mais de tels « jobs » sont encore plus courus en ce moment.

La plupart, enfin, attendent la « reprise ». Une chose est certaine, c'est que l'on produit davantage avec moins d'heures de travail et un effectif réduit. D'après les déclarations de M. Taylor lui-même au journal « Le Monde », la vente des voitures pour les sept premiers mois de 1964 a été de 184.000 voitures, soit 4.000 de plus que durant la période correspondante de 1963. Ainsi, les travailleurs sont-ils, sous tous les angles, les victimes de l'augmentation de la productivité, du blocage des salaires (plan de stabilisation), des fluctuations anarchiques de la production capitaliste, et du chantage au chômage que pratiquent dans un tel climat patrons et gouvernement.

Mais si les discussions vont bon train dans les ateliers de Peugeot, si l'inquiétude existe incontestablement, on est encore loin de la panique et de la démoralisation générales.

Et l'idée que, face à une telle situation, une lutte décidée et générale de la classe ouvrière, à l'échelle nationale, peut, seule, faire reculer le front patronal, fait son chemin...

## En librairie

# « L'Algérie est-elle Socialiste ? »

de Gérard Chaliand

**L**E livre de Gérard Chaliand a la qualité de se placer immédiatement sur le terrain du socialisme ». On peut juger ce socialisme encore confus et empreint de certains défauts, mais c'est un socialisme qui se cherche, qui tente de voir les faits, qui se veut scientifique et non pas « spécifique », et cela est si rare qu'il faut déjà s'en féliciter.

Pour essayer d'embrasser tout le problème l'auteur a divisé son livre en trois parties : « La naissance de l'Etat algérien », « L'option socialiste » et « Où va la Révolution ».

Dans la première partie Gérard Chaliand essaye de montrer par quels mécanismes le F.L.N. et Ben Bella sont arrivés au pouvoir. Dès cet instant il fait entendre un son de cloche différent des laudateurs habituels, pour lui la crise de juillet 1962 n'était pas la division du pays en révolutionnaires et contre-révolutionnaires : « Il s'agissait d'une simple course au pouvoir entre factions rivales, sans autre couleur idéologique ».

Et un peu plus loin il situe ainsi le problème de la guerre d'Algérie et du F.L.N. tel qu'il se posait :

« L'indépendance était l'unique objectif commun aux classes et surtout aux tendances qui composaient (le F.L.N.). Cet agrégat social était destiné à éclater, soit sur la base d'une lutte de classe conséquente si une avant-garde organisée arrivait à se constituer durant les années de la guerre, soit à une lutte petite bourgeoise de tendances visant à la prise du pouvoir comme ce fut le cas ».

Il semble bien que l'on ait sur-estimé le phénomène de lutte armée, s'il est certain qu'elle opère des modifications considérables dans les consciences, elle demeure tributaire du travail politique qui seul peut amener une transformation radicale. Ce travail idéologique a été limité ou négligé par le F.L.N. dans la mesure où il n'était pas lui-même armé sur le plan idéologique ».

En effet, la guerre d'Algérie n'a pas eu ce caractère socialiste que l'on lui attribue trop de gens en mal de révolution. Pour elle se posait comme partout le problème de cristalliser une avant-garde révolutionnaire, ce qui fut « négligé », comme le dit Gérard Chaliand.

Gérard Chaliand, ensuite, nous

montre que des tendances ont été les tracées entre les diverses tendances qui ont permis à Ben Bella finalement de monter à la tête de l'Etat algérien principalement grâce à Boumediène, en se débarrassant de l'U.G.T.A. et de ses principaux adversaires.

Enfin, dans les chapitres 2 et 3 de cette première partie l'auteur rappelle brièvement l'histoire du mouvement national algérien et nous montre le mécanisme qui éloigna peu à peu les masses du F.L.N., celui-ci refusant de s'appuyer sur elles, surtout les masses urbaines, celles-ci ne servant plus au G.P.R.A. en exil que de « forces d'appoint à l'action diplomatique qu'il s'est efforcé de mener ».

Après avoir analysé la naissance de l'Etat Algérien, l'auteur entreprend l'étude de ce qu'il appelle l'« option socialiste ». Dans cette partie l'auteur semble avoir un peu oublié ce qu'il avait dit tout au début, à savoir : « En outre trop souvent ils confondent nationalisations et socialisations ». En effet, la nationalisation n'est pas un critère de socialisme (voit la France par exemple), c'est au contraire la nature de classe de l'Etat qui peut donner à la nationalisation un caractère socialiste ou pas. Cela, l'auteur le dit, mais d'autres fois, l'oublie quand, par exemple, il désigne l'autogestion comme un système « socialiste » en Yougoslavie, indépendamment de la nature de l'Etat.

Mais si l'auteur fait une confusion sur le caractère général de l'autogestion, il analyse par contre avec précision son fonctionnement et ses contradictions en Algérie ; « Par ailleurs, ils (des partisans de l'entreprise privée) facilitent les transferts de valeurs du secteur nationalisé au secteur privé. L'Inde fournit désormais un exemple classique où le secteur privé grâce à la possession de l'appareil d'Etat pompe le secteur nationalisé et ne lui laisse en charge que des secteurs faiblement rentables ». La seconde contradiction est celle qui existe entre les paysans du secteur autogéré et le reste de la paysannerie ». En effet Gérard Chaliand nous explique qu'il y a un risque que la paysannerie du secteur autogéré qui ne comprend qu'un million sur 7 millions de paysans s'érige en secteur privilégié face aux saisonniers et aux paysans sans terre.

L'autogestion industrielle, elle, est une petite minorité et concur-

rence surtout les petites fabrications artisanales, très peu les entreprises industrielles, car les principaux moyens de production d'Algérie sont aux mains des capitaux privés, mines, complexes industriels, pétrole. Tout ceci prouve, outre les reproches communs à l'autogestion agricole, tout ce qu'a d'illusoire en fait l'autogestion, pour laquelle au début les travailleurs s'étaient mobilisés, les chemins allant réparer les tracteurs des paysans. Mais le problème était toujours celui de la possession de l'Etat et l'autogestion n'avait servi que de compensation.

La troisième partie essaie de définir la route que va suivre l'Algérie, et le rôle des révolutionnaires. L'auteur définit aussi les classes en présence et leur poids.

Il conclut par la nécessité d'organiser une « avant-garde » susceptible de prendre le pouvoir et de conduire l'Algérie dans la voie du socialisme soviétique. Il essaie de poser le problème d'un point de vue de classe et met en avant le problème de la création d'une avant-garde révolutionnaire marxiste, bien qu'il parle d'abord des paysans et ensuite, des ouvriers.

Son livre est un livre qu'il faut lire. Il apporte des enseignements intéressants sur l'ensemble du problème algérien, et des chiffres qui ne sont pas embellis ou isolés de leur contexte.

Mais si l'on apprécie la contribution de Chaliand à l'étude de l'Algérie nouvelle, on ne peut cependant que regretter d'autant plus ses faiblesses. D'abord, lorsque Chaliand revient sur le passé, il n'exprime pas le moindre critique sur ceux qu'ils fussent ses amis d' alors ne change rien, qui ne voulaient pas voir ce qu'était le F.L.N. et en particulier ce qu'il n'était pas. En politique il ne sert à rien d'avoir raison à posteriori, c'est même plutôt une forme raffinée d'hypocrisie. Ce qui est nécessaire c'est de comprendre et d'expliquer aux autres avant et pendant. Et si nous disons cela, c'est parce que tout en écrivant ce que qui compte c'est la « nature de l'état », Chaliand n'affirme nulle part qu'on ne peut parler de « socialisme » sans dictature du prolétariat, sans état aux mains de la classe ouvrière, état défendant les intérêts généraux de la classe ouvrière mondiale par l'extension de la révolution au monde entier. Nulla part non plus Chaliand ne dé-

nonce la prétention des uns et des autres à construire le socialisme dans leur propre pays. Nous le disons parce que nous pensons que si Chaliand ne se prononce pas sur ces questions pourtant vitales pour l'avenir du mouvement ouvrier, et par là de l'Algérie, c'est à cause de ses sympathies, plus ou moins militantes, pour les positions des « communistes » chinois. Tout comme dans le passé ses sympathies pour le F.L.N. l'empêchaient de penser et d'écrire ce qu'il écrit aujourd'hui, après coup. Espérons que ce n'est pas après la bataille que Chaliand nous dira que ce qui manque en Chine, à Cuba, comme en Algérie, c'est un pouvoir d'état aux mains de la classe ouvrière.

Quelque part Chaliand avoue qu'il connaissait mal le marxisme et que cela lui a fait commettre bien des erreurs dans le passé. Faisait-il progresser encore, et puisse cet aveu inciter la génération actuelle, dans le monde entier, à retourner aux sources classiques du marxisme qui est le seul guide valable pour appréhender et comprendre la réalité actuelle et, peut-être, agir sur elle.

J. FAIRMAN

## VOIX OUVRIÈRE

29, rue de Château-Landon Paris-X<sup>e</sup>

### PERMANENCES

#### ● A Paris :

Tous les samedis de 16 à 20 h  
29, rue du Château-Landon

#### ● A Lyon :

Tous les samedis de 17 à 20 h  
Café « Le Clos Vert »  
113, Gde Rue de la Guillotière  
(Face de l'église Saint-Louis)

Directeur-gérant : M. SCHRÖEDT  
Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne  
Wilson - Proudhon  
86, avenue du Président-Wilson  
La Plaine-Saint-Denis (Seine)